

LES AGRICULTURES FAMILIALES À MADAGASCAR :

Un atout pour le développement durable

« Organisation de la **Semaine de l'Agriculture Familiale 2014**
Animation scientifique, synthèse et communication »



*Document de valorisation des acquis et
principales recommandations d'une semaine
d'animation et de débats sur les Agricultures
Familiales à Madagascar, réalisé avec le soutien
de l'Union Européenne*

13 au 17 Octobre 2014



« L'agriculture familiale : une chance pour la planète et pour Madagascar »

Le contenu du présent document relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'Union Européenne.

Ce rapport a été rédigé par :

Jean-Michel SOURISSEAU (CIRAD)
Henri-Michel TSIMISANDA (Consultant)
Jean-François BELIERES (CIRAD/FOFIFA)
Ariel ELYAH (Consultant)
Pierre-Marie BOSC (CIRAD)
Hanitriniaina Mamy RAZAFIMAHATRATRA (FOFIFA)

© Crédits photos :

Pascal DANTHU
Eric PENOT
Claude MICHELON
Paulo SALGADO
Ariel ELYAH
Hanitriniaina Mamy RAZAFIMAHATRATRA

Retrouvez tous les supports de communication produits pour la Semaine des Agricultures Familiales à Madagascar (présentations, brochures, programmes, affiches, interviews, articles de presse, etc.) sur le site internet dédié : <http://www.cirad.mg/aiafmada/>

Antananarivo
Décembre 2014



Madagascar est un pays à vocation agricole et le secteur primaire y occupe une place prépondérante : près de 80% de la population active malgache vivent dans les zones rurales et tirent en partie leurs moyens de subsistance des activités agricoles (agriculture, élevage, pêche, forêt). Les exploitations agricoles de petite taille dominent puisque 70% disposent d'une superficie cultivée annuelle de moins de 1,5 ha. L'agriculture constitue également le principal pourvoyeur d'emplois au niveau national, en occupant près de 85% de la population active.

L'agriculture familiale est une forme d'organisation de la production agricole caractérisée par le lien entre famille et unité de production avec une pluralité des activités ; à Madagascar, la très grande majorité des exploitations agricoles sont familiales (près de 99% selon le recensement agricole de 2004/2005).

Les agriculteurs familiaux pratiquent, non seulement l'agriculture, mais aussi l'élevage, la pêche, l'apiculture, la sériciculture, ainsi que parfois d'autres activités génératrices de revenus non agricoles comme l'artisanat et d'autres activités de service. Cette forme d'agriculture assure l'essentiel de la production agricole depuis l'époque de la Royauté jusqu'à nos jours et pourvoit la population malgache en riz et autres aliments de base, mais aussi en viandes et poissons, fruits et légumes. Elle produit également pour l'exportation du girofle, de la vanille, du sucre, du litchi, de l'huile essentielle, du café, etc.

Par ailleurs, les agriculteurs familiaux sont aussi de véritables artisans du paysage, car ils savent organiser les bas-fonds, aménager les collines, valoriser les grandes plaines de savane et gérer les ressources naturelles. Ils ont ainsi un rôle primordial à jouer dans la conservation de la biodiversité agricole mondiale et l'utilisation durable des ressources naturelles du pays.

Cependant, malgré un potentiel productif important, l'apport du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche et forêt) au niveau macroéconomique est toujours resté insuffisant, avec une contribution au PIB qui stagne autour de 25% depuis 30 ans. L'agriculture, au sens large, ne parvient pas à subvenir à l'ensemble des besoins alimentaires d'une population croissante, ni à accroître les revenus et freiner la pauvreté en milieu rural. Pour renverser cette situation, l'agriculture familiale devrait être soutenue et se situer au centre des politiques agricoles, environnementales et sociales, ainsi que dans les programmes d'action nationaux.

C'est dans cet objectif que les acteurs de la recherche, de l'enseignement et du développement rural à Madagascar se sont mobilisés pour organiser une semaine d'animations scientifiques et techniques sur le thème « les agricultures familiales : un autre regard pour un développement rural durable ».

Les politiques du Gouvernement de Madagascar ont toujours prôné la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la lutte contre la pauvreté, plus particulièrement en milieu rural. La mise en place du Programme Sectoriel Agriculture, Élevage et Pêche (PSAEP/CAADP) et du Plan National de Développement (PND) traduit à présent la volonté politique de mettre en œuvre une stratégie concrète pour la croissance agricole, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Nous osons donc espérer que les Agricultures Familiales deviennent désormais une solution durable pour stimuler l'économie nationale.



Dr RAKOTOARISOA Jacqueline
Directeur Scientifique du FOFIFA

PRÉFACE.....	3
GLOSSAIRE.....	5
INTRODUCTION.....	6
1. L'AGRICULTURE FAMILIALE DANS LE MONDE ET À MADAGASCAR.....	8
1.1 Qu'est-ce que l'agriculture familiale ? Une proposition de définition générique et des critères pour explorer sa diversité.....	8
• Une proposition de définition.....	8
• Une forme d'agriculture largement majoritaire.....	9
1.2 L'importance de l'AF à Madagascar et enjeux pour le développement.....	9
1.3 Pourquoi s'intéresser aux agricultures familiales ?.....	12
2. UNE SEMAINE D'ANIMATION ET DE DÉBATS SUR LES AGRICULTURES FAMILIALES DE MADAGASCAR.....	13
2.1 Journée d'ouverture, le 13 octobre 2014.....	14
• Inauguration d'une exposition de l'IFM et du CIRAD.....	14
• Conférence/débat à l'Université d'Antananarivo : « Les agricultures familiales : un autre regard pour un développement rural durable ».....	14
• Conférences/débats à l'Institut Français de Madagascar : « En quoi les agricultures familiales constituent-elles une chance pour la planète et pour Madagascar ? ».....	15
2.2 Journée scientifique, le 15 octobre 2014.....	16
• Définition globale de l'agriculture familiale.....	16
• Les agricultures familiales à Madagascar.....	17
• Agrobusiness et agricultures familiales à Madagascar.....	17
• Recomposition des économies rurales en Afrique.....	18
• Intensification écologique à Madagascar.....	18
• 40 ans de recherche du FOFIFA à Madagascar.....	18
2.3 Journée des organisations paysannes, des femmes rurales et des professionnels de l'agriculture, le 15 octobre 2014.....	19
• Le poids de l'agriculture familiale à Madagascar.....	19
• Diversité et réalités des agricultures familiales à Madagascar – cas des observatoires ruraux.....	19
• Profil économique et social des exploitations agricoles familiales (EAF) par le Réseau SOA.....	19
• Agriculture familiale professionnelle, sécurité alimentaire et amélioration des revenus.....	20
• Interventions des professionnels : MDB, GUANOMAD, PAPRIZ.....	21
• Déterminants de l'organisation des activités socioéconomiques au sein des ménages ruraux des hauts plateaux malgaches.....	21
• Rôle et place de la femme dans l'agriculture familiale.....	22
2.4 Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre 2014.....	23
2.5 Journée des politiques et clôture, le 17 octobre 2014.....	24
3. QUELLES IMPLICATIONS ET RECOMMANDATIONS POUR LA RECHERCHE ET LES POLITIQUES PUBLIQUES À MADAGASCAR.....	26
3.1 Recommandations à la recherche.....	27
• Mieux définir et mieux connaître l'agriculture familiale.....	27
• Développer les recherches sur l'intra-ménage et sur les relations de genre.....	28
• Approfondir la connaissance des pratiques et des changements techniques et organisationnels des agricultures familiales : les observatoires plébiscités.....	28
• Penser « famille » et « agriculture familiale » pour penser les innovations techniques et les besoins de compétences des AF.....	29
• Intensifier les recherches sur les réussites et les limites de l'agrobusiness, et sur les articulations entre AF et agrobusiness.....	29
• Mieux comprendre le fonctionnement, les résultats et les limites de l'action collective des agricultures familiales.....	30
• Évaluer les politiques publiques par la recherche, en prenant en compte les multiples fonctions remplies par l'AF.....	30
• Mettre davantage en valeur et en débat les connaissances acquises : médiatiser les résultats de la recherche.....	31
3.2 Recommandations en termes de politiques publiques.....	31
• Construire et réussir un plaidoyer pour les AF.....	31
• Assurer la sécurisation foncière des AF pour optimiser leurs moyens de production.....	32
• Assurer l'accompagnement des exploitations agricoles familiales.....	33
• Promouvoir l'action collective pour renforcer les Organisations de Producteurs et améliorer la structuration des filières agricoles.....	33
• Formaliser la fourniture de biens et services publics et assurer une réelle coordination de l'action publique en faveur des AF.....	34
CONCLUSION ET PERSPECTIVES.....	36
BIBLIOGRAPHIE ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES.....	38
ANNEXE : Programme final de la semaine de l' AF.....	39

- AF** : Agriculture Familiale
- AIAF** : Année Internationale de l'Agriculture Familiale
- CERSAE** : Centre de Ressources Scientifiques pour l'Agriculture et l'Environnement
- CIRAD** : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- CITE** : Centre d'Information Technique et Economique
- CNEAGR** : Centre National de l'Eau, de l'Assainissement et du Génie Rural
- DAOMAR** : Direction d'Appui à l'Organisation du Monde Agricole et Rurale auprès du Ministère de l'Agriculture
- EAF** : Exploitation Agricole Familiale
- EPM** : Enquête Périodique auprès des Ménages
- ESSA** : Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques
- FAO** : Food and Agriculture Organization
- FIDA** : Fonds International de Développement Agricole
- FIFATA** : Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha
- FOFIFA** : FOibem-pirenena momba ny Fikarohana ampiarina amin'ny Fampandrosoana ny eny Ambanivohitra (Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural)
- FVTM** : Federasionan'ny Vehivavy Tantsaha Malagasy (Fédération des Femmes Rurales Malagasy)
- HLPE** : High Level Panel of Experts (Groupe d'experts de haut niveau)
- IDE** : Investissements Directs Etrangers
- IFM** : Institut Français de Madagascar
- INSTAT** : Institut National de la Statistique (Madagascar)
- JMA** : Journée Mondiale de l'Alimentation
- LPDR** : Lettre de Politique de Développement Rural
- MADR** : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
- MAEP** : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
- MDB** : Malagasy Dairy Board
- MEEF** : Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts
- MEP** : Ministère de l'Economie et de la Planification
- MINELPA** : Ministère de l'Elevage et de la Protection Animale
- MRHP** : Ministères des Ressources Halieutiques et de la Pêche
- ODR** : Observatoire du Riz
- ONU** : Organisation des Nations Unies
- OP** : Organisation(s) Paysanne(s)
- PADR** : Plan d'Action pour le Développement Rural
- PAPRIZ** : Projet d'Amélioration de la Productivité Rizicole sur les Hautes Terres Centrales
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- PND** : Plan National de Développement
- PSAEP** : Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche
- PSE** : Programme Sectoriel Elevage
- ROR** : Réseau des Observatoires Ruraux
- SOA (RÉSEAU)** : Syndicat des Organisations Agricoles
- SRI** : Système de Riziculture Intensive
- UCM** : Université Catholique de Madagascar
- UE** : Union Européenne
- UPDR** : Unité de Politique de Développement Rural
- WAW** : World Agriculture Watch / Observatoire des Agricultures du Monde

En déclarant 2014 Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF), l'ONU a voulu attirer l'attention du monde entier sur cette forme d'organisation de la production agricole qui constitue le type d'agriculture le plus représenté sur la planète.

UNE ANNÉE INTERNATIONALE À L'INITIATIVE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE... ET RÉUSSIE

Une année internationale est décrétée par un vote de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York. Dans le cas de l'AIAF, le projet a été initié et porté par la société civile et non par un État ni par un groupe d'États. C'est en 2008, suite à la hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial, aux émeutes de la faim qui s'en sont suivies et aux alertes sur les risques d'accaparement foncier dans certains pays, que le Forum Rural Mondial, ONG basée en Espagne, a proposé l'idée de l'AIAF. Ce sont Les Philippines, y voyant un moyen de mettre en débat au niveau national et à l'international l'avenir de l'agriculture, qui ont proposé le vote, mais c'est bien la première fois qu'une Année Internationale a été votée à la suite d'une campagne mondiale menée par la société civile.

Si l'évaluation finale de l'AIAF reste à faire, il y a eu une forte mobilisation, en particulier de la part des agriculteurs du monde entier, via plus de 65 comités nationaux actifs et parfois en dehors des grandes organisations traditionnelles. Le nombre et la portée des événements « officiels » recensés sont significatifs (<http://www.fao.org/family-farming-2014/events/fr/>). Mais c'est dans la durée que l'importance de l'AIAF devra être appréciée avec les implications qu'elle devrait avoir dans la recherche agricole, le suivi de l'agriculture, les programmes de développement et les politiques mises en œuvre.

L'ANNÉE INTERNATIONALE ET SON ÉCHO À MADAGASCAR

À Madagascar, le concept d'agriculture familiale est encore peu utilisé, aussi bien par la recherche agronomique et le développement rural que par les politiques. Cette notion permet pourtant d'appréhender la production agricole selon une approche large et systémique en rapport avec la multifonctionnalité et les différentes activités qui caractérisent les unités socio-économiques engagées dans ces activités. Ces éléments entrent en résonance avec les objectifs de développement durable et de sécurité alimentaire qui structurent les politiques publiques à Madagascar.

Dès la fin de l'année 2013, Patrick Rasolofo, chercheur impliqué dans les travaux sur l'AF, a participé à l'atelier de Dialogue Régional Africain sur l'AF à CapeTown, en Afrique du Sud, en présentant une contribution réalisée dans le cadre de l'initiative Observatoire des Agricultures du Monde. Des unités de recherche du CIRAD, représentées à Madagascar ont contribué à la production d'ouvrages et d'études sur le thème des agricultures familiales (Losch et al 2012 ; Sourisseau (ed), 2014 ; Bosc et al 2014), qui constituent autant de contributions aux débats actuels. Deux responsables malgaches ont participé aux Rencontres internationales « Agriculture familiale et Recherche », tenues en juin 2014 à Montpellier : Patrick Rasolofo, et un responsable de l'organisation paysanne FVTM. Enfin – mais la liste n'est pas exhaustive – le réseau SOA, la Chambre de l'Agriculture (Tranoben'ny Tantsaha) et la FIFATA ont représenté Madagascar au Sommet International des Jeunes Agriculteurs à Bordeaux en septembre 2014. Le réseau SOA a par ailleurs fait de l'agriculture familiale le thème de la journée organisée pour son 10ème anniversaire et la FIFATA a célébré l'agriculture familiale lors des manifestations pour son 25ème anniversaire à Antsirabe.

Plusieurs institutions impliquées dans le développement rural à Madagascar (notamment le FOFIFA, la Chambre d'Agriculture, le CIRAD, l'IFM, le FIDA, la FAO, le CITE et le ROR/PADR) se sont réunies en avril 2014 et ont décidé d'unir leurs efforts et de mettre en commun leurs acquis pour organiser des manifestations d'envergure sur ce thème à Madagascar en y associant l'ensemble des partenaires malgaches intéressés et en fournissant un effort de communication pour sensibiliser un large public.

Ainsi est née l'idée de consacrer une semaine entière à la célébration de l'AIAF, avec des journées spécifiques organisées chacune par des acteurs majeurs (cf. programme en annexe). À la demande de la FAO, les dates de cette Semaine des AF ont été convenues de manière à intégrer la Journée Mondiale de l'Alimentation du 16 octobre, soit la semaine du 13 au 17 octobre 2014. L'Union Européenne, l'IFM et la Coopération Française, le FIDA, la FAO, le CIRAD et le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ont apporté leur appui financier et logistique. L'Union Européenne finance également la production du présent document de valorisation et sa diffusion.

Au final, ce sont plus de 25 institutions qui se sont mobilisées pour organiser et participer aux manifestations de célébration de l'AIAF durant la semaine du 13 au 17 octobre 2014 à Madagascar.

LES OBJECTIFS VISÉS PAR CETTE SEMAINE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE SONT DE :

- Contribuer, à Madagascar, aux objectifs des Nations Unies pour l'AIAF (<http://www.fao.org/family-farming-2014/fr/>);
- Sensibiliser et informer un large public sur l'importance économique, sociale et environnementale de l'agriculture familiale pour le développement de Madagascar ;
- Faire échanger et travailler ensemble les acteurs du développement rural.



Le présent rapport rend compte de cette semaine des AF, en combinant le regard des organisateurs, et le regard libre de deux grands témoins invités. Après une première partie revenant brièvement sur le concept de l'agriculture familiale et sur ses dynamiques à Madagascar et dans le monde, il résume, dans une seconde partie, les idées-clés issues des conférences et débats ayant eu lieu au cours de la semaine. Enfin, dans une troisième partie, ce rapport explore quelques pistes de réflexion pour la recherche et les politiques publiques.



1

L'agriculture familiale dans le monde et à Madagascar



1.1 Qu'est-ce que l'agriculture familiale? Une proposition de définition générique et des critères pour explorer sa diversité

A l'heure où l'on célèbre l'AIAF, il n'y a pas de définition stabilisée de l'AF. La plupart des institutions en charge du développement rural au niveau mondial, n'utilisent pas ce concept ; il en est de même pour de nombreux chercheurs et experts qui travaillent dans ce domaine. Les définitions proposées, ou simplement mentionnées, restent floues et ne permettent pas d'identifier précisément ce qu'est l'AF, en dehors de certains pays (notamment en Amérique du Sud) où c'est une catégorie clairement identifiée par les politiques publiques avec des mesures dédiées et des dispositifs d'appui spécifiques. Il y a un réel déficit d'informations pour compter, mesurer le poids et évaluer les contributions au développement durable, de ce type d'agriculture.

Une proposition de définition

Les experts présents durant la semaine ont proposé une démarche en deux temps. Dans un premier temps, ils suggèrent une définition générale, issue de leurs travaux : « L'agriculture familiale (family farming) désigne une des formes d'organisation de la production agricole regroupant des exploitations caractérisées par des liens organiques entre la famille et l'unité de production et par la mobilisation du travail familial excluant le salariat permanent. Ces liens se matérialisent par l'inclusion du capital productif dans le patrimoine familial et par la combinaison de logiques domestiques et d'exploitation, marchandes et non marchandes, dans les processus d'allocation du travail familial et de sa rémunération, ainsi que dans les

choix de répartition des produits entre consommations finales, consommations intermédiaires, investissements et accumulation » (*Bélières et al 2013*).

Ce qui compte, c'est la conjonction entre unité familiale et unité de production. Le recours à du travail salarié permanent ne rend pas complètement disjointes ces deux unités, mais il marque un premier éloignement, une première source de rigidité dans la gestion. Le type de travail auquel il est fait recours est un marqueur du caractère familial de l'exploitation.

L'agriculture familiale, ainsi définie, coexiste avec deux autres catégories agricoles :

- **L'agriculture d'entreprise** (corporate or entrepreneurial agriculture] regroupe des exploitations qui mobilisent exclusivement du travail salarié et dont le capital d'exploitation est détenu par des acteurs privés ou publics déconnectés des logiques familiales.
- **L'agriculture patronale** (family business) regroupe des exploitations qui se distinguent par un recours structurel au travail salarié permanent en complément de la main-d'œuvre familiale, mais dont le capital d'exploitation est en majeure partie familial. Cette combinaison du travail familial et du travail salarié permanent introduit le rapport salarial dans le fonctionnement de l'exploitation agricole.

Ces trois types d'exploitations agricoles renvoient chacun à des logiques de fonctionnement et des comportements socio-économiques potentiellement différents.

Dans un second temps, il a été proposé de s'affranchir des critères stricts de la première définition aux niveaux national et local. L'agriculture familiale couvre des réalités très diverses et s'il est important de disposer d'une définition générique pour que cette catégorie soit bien présente dans les débats internationaux, il est aussi nécessaire, à l'échelle des décisions politiques des États et des régions, d'explorer ses diversités. Il est a priori difficile de donner les critères de différenciation des AF les plus pertinents ; ils doivent être définis pour chaque situation. Les critères susceptibles d'être discriminants selon les trajectoires historiques, les rapports de force et les spécificités naturelles de chaque situation sont, entre autres : la sécurité d'accès aux moyens de production, la capacité d'investissement, le niveau d'autoconsommation, le type d'insertion au marché, le niveau de pluriactivité, le niveau de diversification agricole, les stratégies et les finalités de l'activité et la mobilisation du résultat.

Une forme d'agriculture largement majoritaire

Il est difficile de donner des chiffres précis, mais on sait que l'agriculture familiale ainsi définie couvre l'immense majorité des exploitations agricoles dans le monde (au moins 500 millions sur les 570 millions recensées). Elles sont ultra-majoritaires dans les pays en transition et dans les pays en développement. La majorité des actifs agricoles est aujourd'hui située en Asie (la Chine et l'Inde comptent ensemble pour 58% du total), mais dans un avenir proche, les pays d'Afrique Sub-saharienne incluant Madagascar, qui représentent 15% du total aujourd'hui, seront significatifs du fait de leur transition démographique inachevée.

Il a également été souligné l'ampleur des écarts de productivité entre les agricultures motorisées maximisant la productivité du travail (qui ne concernent que moins de 5% des exploitations dans le monde) et les agricultures manuelles n'ayant pas bénéficié de la Révolution Verte (plus du tiers des exploitations dans le monde). Ces écarts vont de 1 à plus de 1 000 en tonne équivalent céréale par travailleur ; ils sont à l'origine de grands écarts de compétitivité largement inédits, générés par la mise en concurrence de toutes les agricultures à l'échelle du monde à l'ère de l'intensification et de la fluidification des échanges internationaux.

1.2 L'importance de l'AF à Madagascar et enjeux pour le développement

L'agriculture familiale constitue une large part de la richesse nationale

À Madagascar, 81% des ménages déclaraient avoir eu, en 2010, des activités agricoles au cours de l'année écoulée, et 68% se considèrent comme des exploitants agricoles vivant essentiellement de l'agriculture (*INSTAT, 2011*). Ainsi, une grande partie de la population tire ses moyens d'existence de la production agricole au sens large : cultures annuelles ou pérennes, élevages, pêche, foresterie, cueillette, chasse. Cela vaut pour les ménages ruraux dont 76% se définissent comme exploitants agricoles mais aussi en zone urbaine



où ce sont 38% des ménages qui se déclarent exploitants agricoles.

En 2004, le Recensement Général de l'Agriculture (MAEP, 2007) avait évalué à environ 2,5 millions le nombre d'exploitations agricoles dans le pays dont 99% étaient des exploitations familiales - des ménages - qui exploitaient plus de 95% des terres cultivées et possédaient plus de 97% du cheptel : 2 millions d'hectares de terres cultivées, 10 millions de zébus, 1,3 millions de porcs, plus de 30 millions de volailles mais aussi 90 000 exploitations qui faisaient de l'apiculture, 15 000 qui élevaient des vers à soie et 130 000 qui pratiquaient la pisciculture.

En termes de contribution à la richesse nationale, environ 26% du PIB malgache sont générés par l'agriculture comprenant une très forte proportion d'agricultures familiales, pourvoyeuses d'emplois à hauteur de huit actifs sur dix (*INSTAT, 2011*).

Les exploitations agricoles familiales nourrissent la population en riz, mais aussi en viande, légumes et fruits et produisent pour l'exportation : girofle, vanille, sucre, litchis, huiles essentielles, vanille, sucre, café, etc.

Enfin, les exploitations agricoles familiales gèrent une large partie du territoire. Elles entretiennent la terre, le tanindrazana, patrimoine tant économique que social. Véritables artisans du paysage, elles savent organiser les bas-fonds, aménager les collines, valoriser les grandes plaines de savane et gérer les ressources naturelles. L'investissement en travail réalisé par les exploitations agricoles familiales pour aménager les versants des collines en rizière ou en terrasse est colossal et constitue une composante majeure du patrimoine malgache, en grande partie ignoré des statistiques macro-économiques.

Des capacités productives faibles et une pauvreté largement répandue

Cependant, la majorité des exploitations familiales ont de faibles capacités productives : elles ont de petites superficies (70% cultivent moins de 1,5 ha), peu d'équipements, et utilisent peu d'intrants. Les contraintes sont fortes (cyclones,

inondations et sécheresses, attaques acridiennes, variabilité de la pluviométrie, sols fragiles) et les rendements souvent faibles. Ainsi, de nombreuses familles vivent dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Selon toujours l'EPM 2010 (INSTAT, 2011), par rapport au seuil de pauvreté évalué à 468 800 Ar/personne/an, 76,5% de la population malgache sont classés comme pauvres ; cette incidence est beaucoup plus élevée en milieu rural (82,2%) qu'en milieu urbain (54,2%), d'autant que la pauvreté a significativement augmenté entre 2001 et 2010 (*Banque Mondiale, 2014*).

Les problèmes structurels du secteur primaire se sont conjugués à des problèmes conjoncturels forts durant ces dernières années : l'impact de la crise économique qui a fait suite aux troubles politiques de 2009 est souvent évoqué, sans oublier les phénomènes d'invasion acridienne et les dévastations cycloniques. En 2013, le secteur primaire a affiché ainsi un taux de croissance négatif alarmant de -6,1% (*cf. Loi des finances rectificative N°2014-011 du 14 août 2014*).

Des problématiques interdépendantes

L'agriculture familiale malgache est essentiellement orientée vers la production pour l'autoconsommation, puisqu'environ 75% de la production vivrière des ménages ruraux est autoconsommée (INSTAT, 2011). Ainsi, les exploitations familiales produisent d'abord pour leur propre consommation, et les stratégies de production développées par les chefs de ménage visent à assurer la satisfaction des besoins alimentaires, ce qui est souvent considéré comme une limite ou même un frein à la croissance économique.

L'agriculture familiale serait surtout de subsistance avec des productions vivrières diversifiées, alors que le modèle souvent promu correspond à des exploitations spécialisées et orientées vers la production commerciale. Mais ces stratégies de sécurité alimentaire trouvent leur raison d'être dans les risques auxquels doivent faire face à la fois le chef d'exploitation dans ses choix de production et le chef de famille dans ses choix pour satisfaire les besoins de sa famille.

Importants, ces risques sont à la fois naturels et économiques : les fluctuations de prix et surtout la faible rémunération du travail que permettent les prix à la production, la grande asymétrie d'informations, l'enclavement et le manque de débouchés, les rapports de prix défavorables entre prix des produits agricoles à la production / prix des intrants, prix à la production des produits agricoles / prix des denrées alimentaires dans la zone de production, sont autant de facteurs qui n'incitent pas les producteurs à s'engager trop fortement dans la production pour la commercialisation.

Cependant, comme les données l'attestent, l'agriculture familiale assure aussi la plus grande part de la production commercialisée. Les exploitations familiales commercialisent 25% de leurs productions vivrières (riz, manioc, etc.), produisent 45% des productions industrielles nationales (arachide, canne à sucre) et plus de 90% des produits de rente comme la vanille, le café et le girofle (INSTAT, 2011). Ce sont ces productions qui assurent

L'agriculture familiale malgache se caractériserait par les spécificités suivantes, largement évoquées durant la semaine par différents intervenants :

- Des exploitations constituées en moyenne de 4 à 6 personnes
- Une répartition des tâches entre les membres du ménage (femme, homme, enfants)
- De petites superficies disponibles (30 à 200 ares)
- Un faible niveau de mécanisation
- Un recours à l'entraide entre familles de la communauté rurale et aux échanges non marchands
- Une faible utilisation d'intrants et d'engrais chimiques
- La prédominance des cultures vivrières (riz, maïs, manioc)
- Des revenus issus d'activités de polyculture-élevage et de la pluriactivité (salarial, artisanat, commerce)
- Des dépenses affectées essentiellement à la nourriture
- Un faible accès aux crédits (IMF) en raison d'un taux d'intérêt jugé trop élevé.

l'alimentation de la population malgache urbaine et qui constituent l'essentiel des exportations de produits agricoles et alimentaires du pays.

Enfin, cette propension des agriculteurs familiaux à produire pour l'autoconsommation, peut être transformée en atout dans la lutte contre la pauvreté et pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, une augmentation de rendement et/ou de prix des produits agricoles vivriers, même faible, va avoir des effets très larges car cela concerne une population importante. Ces effets porteront à la fois sur le revenu et sur le niveau de sécurité alimentaire, soit directement par augmentation du disponible, soit indirectement par augmentation du revenu monétaire (pour la partie vendue) et donc d'achat de denrées alimentaires.

La transmission intergénérationnelle du patrimoine foncier, et le morcellement des terres qui en résulte, relève aussi en grande partie de questions spécifiques à l'agriculture familiale tout en soulevant des conséquences à plus large échelle puisque c'est un des facteurs de la migration vers les villes¹ où les emplois dans les autres secteurs sont insuffisants pour donner des moyens d'existence à ces migrants.

¹ « Comme la terre est généralement héritée à parts égales au sein des fratries, il suffit de quelques générations pour qu'une étendue de terre autrefois suffisante pour subvenir aux besoins d'une famille sur toute l'année devienne si morcelée qu'elle suffit à peine pour quelques mois. La migration peut constituer un moyen pour atténuer ce problème, les partants laissant souvent leurs terres à la disposition des membres de la famille restants » (Freeman et al, 2010)



L'agriculture familiale, pourvoyeur d'emploi pour les jeunes

En matière d'emploi, on oublie trop souvent de souligner le rôle majeur de l'agriculture familiale qui est pourtant, et de très loin, le plus « gros employeur » du pays en fournissant des emplois stables, même si le travail y est faiblement rémunéré : dans une exploitation familiale, on ne licencie pas un membre de sa famille. Cela peut paraître évident, et pourtant, il suffit de questionner les législations du travail et les pratiques qui s'exercent dans les autres secteurs, secondaire et tertiaire, en matière de licenciement, par exemple au sein des zones franches à Antananarivo, pour apprécier la différence en termes de stabilité et de résilience des exploitations familiales.

Avec la forte croissance démographique, tous les ans ce sont plus de 400 000 jeunes actifs qui viennent grossir la population active de Madagascar, dont au moins les deux tiers en zone rurale. Les secteurs secondaire et tertiaire, y compris informels, ne peuvent créer suffisamment d'emplois pour offrir des opportunités à tous ces jeunes. Ainsi, pendant longtemps encore, la plupart des nouveaux actifs du milieu rural devront trouver et développer leurs moyens d'existence dans une exploitation agricole familiale.

La répartition des tâches agricoles par genre au sein des exploitations est une des caractéristiques fondamentales mais sous-valorisées de l'agriculture familiale. Par exemple, le repiquage étant une activité essentiellement féminine à Madagascar, la réussite de l'introduction de techniques d'intensification rizicole comme le SRI dépend aussi du degré d'appropriation par les femmes de ces techniques (Jenn-Treyer et al, 2007). Or, de nombreux programmes de formation rurale ne tiennent pas encore suffisamment compte de ces aspects liés au genre et se heurtent ensuite à des obstacles divers, et c'est aussi par manque de considération du fonctionnement de l'agriculture familiale.

L'agriculture familiale : un levier pour le développement des zones rurales

Parce qu'elle constitue le moyen d'existence d'une très grande partie de la population rurale et malgré les difficultés auxquelles elle doit aujourd'hui faire face, l'AF représente l'avenir du pays et un levier de développement pour la sécurité alimentaire et pour l'emploi des jeunes ruraux. La disponibilité des ressources en terres agricoles et en eau, mais aussi le savoir-faire des exploitations agricoles familiales, constituent un potentiel élevé de croissance, qui doit être exploité. Le principal capital des exploitations familiales (capital est utilisé ici au sens de ressource, en faisant référence au cadre des moyens d'existence durables) est le capital humain. Par exemple, à Madagascar, les nombreuses rizières et terrasses ont été aménagées, pour la plupart, avec la force de travail familiale. Les petits exploitants agricoles sont les principaux investisseurs dans leurs exploitations et doivent être soutenus dans leurs investissements pour accroître leurs capacités productives (HLPE, 2013).

Bien qu'elle constitue la base des économies rurales à travers le pays, l'agriculture familiale est rarement mentionnée de manière explicite dans les politiques publiques, même si implicitement elle est intégrée aux grandes problématiques agricoles. Le Programme Sectoriel Agriculture-Élevage-Pêche (PSAEP), signé en juin 2014, compte parmi les seuls textes stratégiques nationaux actuels à s'y référer en ces termes : « Madagascar en 2025, s'appuie sur une production agricole compétitive et durable, intégrant des exploitations familiales et des unités de transformation modernisées pour assurer la sécurité alimentaire et conquérir les marchés d'exportation ».

Bien que cette formulation demande à être accompagnée de mesures concrètes, la volonté politique d'inscrire les exploitations agricoles familiales dans une vision stratégique de développement sur le long terme est affirmée. La célébration de la semaine de l'Agriculture Familiale s'inscrit à point nommé dans la phase de relance (2014-2016) du PSAEP, où sont prévues des actions de sensibilisation.

1.3 Pourquoi s'intéresser aux agricultures familiales ?

L'agriculture familiale est moins un nouveau « concept » qu'un cadre d'analyse et de référence pour comprendre le fonctionnement des unités de production agricole et les économies rurales dans une perspective d'amélioration des politiques publiques d'autant que, rappelons-le, la très grande majorité des exploitations agricoles à Madagascar sont familiales.

Tout au long de la semaine, les questions de la pertinence et de l'utilité du concept d'agriculture familiale ont été posées, tandis que l'intérêt de différencier l'agrobusiness des autres types d'agriculture dans les politiques publiques est largement partagé. Pour certains, la différenciation par la taille de l'exploitation peut suffire, sans avoir recours à la famille. Des conférences et débats, il a été conclu que la taille n'est pas un bon indicateur car trop liée au contexte, notamment agro-écologique, et au système de production. Cependant, dans certains pays qui développent des politiques spécifiques pour l'agriculture familiale, la définition peut contenir des critères de taille (souvent en fonction des régions et des systèmes de production).

Par ailleurs, sachant que la grande majorité des exploitations malgaches sont de nature familiale, certains se demandent alors pourquoi parler d'AF et pas d'Agriculture tout court. Dans les débats, et même dans certaines présentations, on est souvent passé d'AF à Agriculture – au sens large – pour préciser que tous les activités agricoles sont concernées (culture, élevage, foresterie, pêche, apiculture, etc.). L'intérêt de prendre en compte la dimension familiale n'a pas fait l'unanimité... Certains participants ont même jugé que s'intéresser à l'AF pouvait être interprété comme un signe de refus de la modernisation, alors que beaucoup d'agriculteurs souhaitent devenir des « entrepreneurs modernes ».

Ce scepticisme et ces critiques à l'encontre de la mise en avant du caractère familial des exploitations agricoles n'ont pas seulement eu cours à Madagascar ; ils ont aussi été entendus au niveau international et dans d'autres célébrations de l'AIAF.

La semaine malgache a permis très largement de répondre à ces interrogations et a plutôt démontré que ces critiques relèvent davantage d'idées reçues et de positionnements a priori que d'une analyse objective des situations agricoles et de l'histoire agraire des régions de par le monde.

A Madagascar comme ailleurs, observer les exploitations agricoles sous l'angle de la famille ouvre des pistes nouvelles, complémentaires des politiques et des actions de recherche finalisées, déjà en œuvre. Penser les pratiques agricoles et leurs perspectives d'évolution via le lien entre la famille et l'unité de production permet en particulier de focaliser l'attention sur les revenus monétaires et les performances en termes de rendements, mais aussi sur les fonctions alimentaires, sociales, paysagères, foncières et environnementales que l'agriculture remplit. Penser famille invite aussi à prendre en compte la dimension collective des exploitations agricoles, mais aussi la pluriactivité, les mobilités physiques et professionnelles, les liens intergénérationnels et entre hommes et femmes, etc.

Ensuite, il est clairement ressorti qu'il n'y a pas de fatalité à la pauvreté des AF et que les liens entre famille et unité de production ne sont pas antinomiques de développement économique et de croissance. De ce point de vue, les expériences internationales apportent des éléments déterminants : la conquête des marchés mondiaux par le café colombien ou le succès de la production laitière en Inde par des micro-élevages familiaux sont des exemples particulièrement éclairants.

Ces controverses, et ces valorisations d'expériences pour les alimenter, ont traversé les différents rendez-vous de la semaine. Afin de pouvoir mieux les renseigner, revenons donc, dans un premier temps, sur le contenu des conférences, présentations et débats des différents événements qui ont jalonné cette Semaine de l'Agriculture Familiale.

L'agriculture familiale est moins un nouveau « concept » qu'un cadre d'analyse et de référence pour comprendre le fonctionnement des unités de production agricole et les économies rurales dans une perspective d'amélioration des politiques publiques d'autant que, rappelons-le, la très grande majorité des exploitations agricoles à Madagascar sont familiales.

2

Une semaine d'animation et de débats sur les agricultures familiales de Madagascar



Si il est un élément commun à tous les événements de la semaine (*cf. le programme en annexe*), c'est l'ambiguïté qui entoure la notion d'AF : personne n'a de mal à s'y référer, mais peu nombreux sont ceux qui la définissent précisément. Un second point saillant est la contradiction entre d'une part le pessimisme de certains participants sur l'avenir de l'agriculture familiale, qui serait incapable

de sortir les plus vulnérables de la pauvreté, et d'autre part la conviction que le développement de Madagascar passe nécessairement par l'agriculture. Enfin, tout au long des journées, nombreuses sont les interventions qui ont rappelé le profond attachement des Malgaches à la terre et aux valeurs familiales qui lui sont inhérentes.

2.1 Journée d'ouverture, le 13 octobre 2014

Inauguration d'une exposition de l'IFM et du CIRAD

La cérémonie d'ouverture a eu lieu à l'Université d'Antananarivo avec l'inauguration d'une exposition intitulée « Agricultures familiales : une chance pour la planète et pour Madagascar ». Les discours ont donné le ton général de la semaine en précisant que l'agriculture malgache est essentiellement familiale, en faisant un plaidoyer pour cette forme d'organisation de la production, tout en rappelant l'existence de complémentarités avec les autres formes agricoles, et en particulier l'agriculture contractuelle.

L'exposition composée de 36 posters² a été très appréciée. Les posters sur l'agriculture familiale malgache et leur mise en perspective avec une vision mondiale ont reçu l'intérêt d'un public très large, constitué de représentants des institutions de la recherche et du développement rural ainsi que de nombreux étudiants. L'exposition est restée une dizaine de jours à l'Université avant de circuler dans les Alliances Françaises de Madagascar.

Conférence/débat à l'Université d'Antananarivo: « Les agricultures familiales: un autre regard pour un développement rural durable »

Deux conférences ont été données par le Dr Jean Chrysostôme Rakotondravelo, professeur d'agronomie à l'ESSA (en collaboration avec le Dr Narilala Randrianarison) et le Dr Pierre-Marie Bosc du CIRAD Montpellier.

Ce dernier a apporté un éclairage à la fois sur ce qu'est l'agriculture familiale en proposant une définition et en la mettant en relation avec les autres manières de qualifier les unités de production agricole, sur son importance au niveau mondial, et sur sa mise en politique. Les exemples du Brésil et de l'Inde ont été utilisés pour montrer qu'avec des politiques appropriées, l'agriculture familiale pouvait être un puissant moteur de croissance économique et de développement social. Enfin, le nécessaire engagement de l'État à soutenir cette forme d'agriculture pour résorber les problèmes d'insécurité alimentaire, a été souligné.

Les enseignants de l'ESSA ont fait un exposé qui a porté plus spécifiquement sur Madagascar. Ils ont d'abord rappelé ce qu'est une exploitation agricole avec ses principales caractéristiques structurelles et de fonctionnement, sans différencier l'agriculture familiale de la petite agriculture nationale qui est la forme dominante à Madagascar. La crise des exploitations familiales et les enjeux de reproduction des modes de mise en valeur ont été évoqués puis des orientations pour améliorer les conditions de travail et d'existence des exploitations agricoles familiales ont été présentées dans une perspective de développement durable.

² 31 posters issus de l'exposition présentée au Salon International de l'Agriculture en février 2014 à Paris + 5 posters consacrés à l'AF à Madagascar ; 2 posters présentant le PSAEP ont également été exposés.



Les débats

Plusieurs chercheurs et/ou professeurs ont fait des interventions sur l'agro-écologie et l'intensification écologique comme options pour améliorer la productivité des exploitations agricoles. Pour beaucoup, les techniques de l'agro-écologie constituent, sur le long terme, une des meilleures options pour un développement durable de l'agriculture familiale malgache. Des intervenants ont cependant rappelé qu'un recours modeste aux intrants chimiques peut aussi être envisagé pour améliorer rapidement la productivité de la terre.

Quelques interventions ont porté sur les services de développement agricole. Des questions ont été posées, d'une part sur l'impact de l'ajustement structurel et du désengagement de l'État, et d'autre part sur la qualité de ces services qui sont aujourd'hui assurés de manière hétérogène par des projets ou des ONG.

Pour certains intervenants, l'agriculture familiale est aussi un mode de vie, la famille n'abandonnant pas ses champs même si la rentabilité économique n'y est pas assurée. A Madagascar, la faible productivité des exploitations agricoles, en partie liée au bas niveau des prix au producteur des produits agricoles, entraîne une faible rémunération du travail familial, de faibles revenus et entretient de ce fait la pauvreté rurale.

Avec la mondialisation des échanges et des investissements, l'État pourrait hésiter entre soutenir la petite agriculture à forte portée sociale et l'agrobusiness hautement productif mais peu soucieux de l'impact social et environnemental. Plusieurs intervenants ont rappelé le rôle majeur de régulation que doit jouer l'État qui devrait affirmer son choix politique en conformité aux logiques paysannes et aux exigences du marché. Des choix stratégiques sont à faire comme l'agro-écologie, l'agro-tourisme ou l'agriculture biologique.

Alors que 80% de la population malgache exerce des activités agricoles, les importations de riz restent massives avec près de 400 000 tonnes en 2013. Le constat de plusieurs intervenants est qu'il est temps d'opter pour une meilleure gouvernance agricole et pour une nouvelle forme d'intelligence économique.

Conférences/débats à l'Institut Français de Madagascar : « En quoi les agricultures familiales constituent-elles une chance pour la planète et pour Madagascar ? »

Deux films projetés en ouverture des conférences – des micro-trottoirs en France et à Madagascar – ont montré la bonne connaissance qu'ont les urbains malgaches de l'agriculture et de ses réalités. Les habitants d'Antananarivo interrogés se montrent, sauf exception, plus précis et portent des jugements de valeur positifs sur l'AF.

Bruno Losch (CIRAD) a repositionné l'AF dans l'Histoire, aux sources de l'agriculture et de l'alimentation du monde, puis par rapport aux bifurcations marchandes et aux révolutions technologiques dont elle a été l'un des acteurs majeurs. Il a insisté sur le rôle du travail familial dans sa définition, mais aussi sur la diversité des AF, qui rassemblent des exploitations ayant des productivités du travail pouvant varier de 1 à 1 000. Il a également insisté sur le rôle déterminant des AF dans le développement durable, y compris sur les marchés internationaux et surtout en termes d'emploi. Tout en regrettant l'intérêt et les moyens décroissants que leur consacrent les États et l'aide publique au développement, le chercheur conclut à de réelles perspectives d'avenir, à condition de repenser le rôle à accorder à l'agriculture dans le développement, en particulier en s'appuyant sur ses fonctions non marchandes.

La directrice scientifique du FOFIFA insiste sur le fait qu'outre le travail familial, l'AF à Madagascar se caractérise par la diversité et la complexité des systèmes de culture et de production, même si la prédominance de la riziculture et de l'élevage bovin est, et restera longtemps, structurelle. Les principaux défis des AF sont liés aux trop petites superficies cultivées, à la faiblesse de l'accès aux intrants et à une productivité du travail trop faible en regard de ces contraintes. Le risque majeur est celui d'un décrochage entre une croissance de la production insuffisante par rapport à une croissance démographique soutenue. Les solutions évoquées portent sur la valorisation des fonctions alimentaires complémentaires des fonctions marchandes ; mais aussi sur la complémentarité entre l'agriculture et les autres secteurs économiques dans les territoires (y compris en ville) et sur la nécessité d'un réengagement de l'État.



Les débats

Ils se sont focalisés sur la difficulté d'innover en termes d'action publique. Des interventions ont évoqué le manque d'originalité et le classicisme des réponses apportées aux besoins des AF en termes de pluriactivité et de multifonctionnalité. Si tout le monde s'accorde à vouloir « professionnaliser » l'agriculture, le modèle professionnel est loin d'être acquis, sachant que celui des économies aujourd'hui dites développées, suppose des conditions macro-économiques et politiques qui sont loin d'être réunies ici à Madagascar et dans les pays les moins avancés. Par ailleurs, des questions se posent aujourd'hui quant à la durabilité de ce modèle. Ont aussi été évoquées la question de la vulgarisation agricole et les difficultés à diffuser des innovations techniques pensées par la recherche, dont la compatibilité avec les besoins de leurs bénéficiaires potentiels n'est pas toujours évidente à expliquer.

Pour certains intervenants, il faut développer des approches plus territoriales, sortir de politiques strictement sectorielles, prendre en compte les inégalités, réformer la gouvernance et s'adapter à la diversité des situations. Mais dans bien des cas, pour y arriver, les instruments sont encore à inventer. Innover pour accompagner les AF n'est pas qu'une question de moyens financiers, c'est aussi une question de formation, de changement de pensée et de représentation du monde. Bref, il s'agirait de changer de paradigme, ce qui n'est pas évident surtout lorsque la vulnérabilité extrême oblige aussi à l'urgence.

Le thème de la complémentarité ou au contraire de la compétition entre l'AF et d'autres formes de production agricole a également été très présent. La question est bien celle des formes les plus efficaces, les plus à même de résoudre les défis de la pauvreté. Mais pour y répondre, il faut se poser la question de ce qui compte vraiment : produire plus et moins cher, créer des emplois, mieux gérer les ressources naturelles ? Quels sont la place et les rôles de l'agriculture ? Sur l'emploi, la question est aussi celle des alternatives à l'agriculture : en existe-t-il aujourd'hui ? Sinon, il faut essayer d'améliorer la rentabilité agricole sans causer de pertes d'emplois, ce qui renvoie à des solutions techniques et économiques spécifiques.

Plus largement, les débats ont insisté sur les rapports de force, plutôt défavorables à l'agriculture en général et à l'AF en particulier, notamment dans la compétition sur les ressources « rares ». Et bien entendu, la question a rebondi sur la question emblématique et sensible du foncier, dont la sécurisation de l'accès de façon équitable est présentée comme le socle de toute politique agricole.



La discussion s'est fortement centrée sur l'action publique et le rôle de l'État dans les politiques agricoles. Si le regret d'un retrait des fonctions d'accompagnement est souligné, il est aussi convenu que l'action de l'État, parfois trop présente, n'a pas toujours fait preuve d'efficacité. Les propositions vont vers un réinvestissement raisonné de l'État auprès des AF, après une réflexion stratégique sur les rôles de chacun. Cet engagement vaut aussi pour le développement d'autres formes de production, et en particulier pour l'agriculture contractuelle (cf. infra). L'État doit également faciliter l'action collective et appuyer les organisations paysannes à travers une action raisonnée et volontaire. L'illusion d'une résolution rapide des problèmes par le recours à des investissements privés massifs est dénoncée par la majorité des intervenants.



2.2 Journée scientifique, le 15 octobre 2014

La journée est placée sous le signe de l'attente de recommandations pour la recherche et les politiques publiques. Les discours d'ouverture ont insisté sur ce point. Les questions posées renvoient à des définitions ouvertes de l'AF (pluriactivité, inclusion élevage-pêche-agriculture, particularité de la famille en tant que collectif, etc.) et à ses perspectives pour redynamiser les travaux et politiques en œuvre et aussi pour innover. A ce titre, le message de Monsieur le Ministre de l'agriculture a été particulièrement percutant.

Définition globale de l'agriculture familiale

Pierre-Marie Bosc (Cirad) a fait une présentation intitulée « L'agriculture familiale : définition, caractéristiques et implications pour les politiques ». Il reprend et précise la définition de l'AF présentée plus haut. Il souligne que l'agriculture est bien une affaire d'État, mais qu'en même temps, des politiques et des recherches uniquement tournées vers la production sont insuffisantes et qu'il faut des politiques multisectorielles articulées entre elles. Il argumente avec deux exemples. L'Inde qui, avec des élevages familiaux d'une seule tête en moyenne par famille, est aujourd'hui autosuffisante en lait et produit plus que les USA. Le Brésil qui, en combinant incitations à la production (y compris en réservant des marchés publics) et politiques sociales, est parvenu à réduire considérablement la pauvreté rurale. Les recommandations portent sur l'importance des biens publics de base, sur la productivité et la stabilité des marchés, sur l'intérêt des dimensions non agricoles, sur l'action collective comme relais nécessaire des AF, et sur les statistiques et études permettant d'observer les changements des structures agraires.





Les agricultures familiales à Madagascar

La présentation des chercheurs de l'ESSA J.C. Rakotondravelo et N. Randrianarison « Importance, diversité et complexité des agricultures familiales à Madagascar : une pluriactivité qui milite pour une approche systémique et territoriale » offre un panorama de la diversité des systèmes de production malgaches. Si elle n'est pas centrée sur l'AF, la conférence témoigne des déterminants climatiques et physiques, mais aussi culturels, sociaux, historiques et politiques de cette diversité. Elle insiste sur la nécessité, pour prétendre faire des diagnostics et adapter les politiques publiques, de s'affranchir du cadre national et de « descendre » dans les territoires agricoles où s'expriment les spécificités rurales. C'est pour penser le développement territorial que le concept d'AF peut être le plus utile, en s'appuyant sur la valorisation des connaissances des agriculteurs eux-mêmes. Ces connaissances techniques, organisationnelles et institutionnelles, sont en effet localisées et ancrées dans les stratégies des ménages ruraux.

Les discussions se sont centrées sur les connaissances et savoir-faire locaux et la façon dont ils interrogent ou soutiennent la recherche, mais aussi, et plus largement, sur les méthodes du développement territorial. Certains intervenants ont souligné le paradoxe entre les connaissances des AF et leur vulnérabilité. Ainsi, le raffinement et l'adaptation des systèmes productifs à un environnement difficile ne sont pas suffisants pour générer du développement : il faut aussi un environnement favorable. La mobilisation des savoirs locaux a aussi été évoquée pour relever le défi technique que représente, à Madagascar, la réduction constatée de la surface des parcelles et de la superficie disponible par exploitation. Il importe de mettre au point des techniques focalisées sur l'amélioration de la productivité du sol pour de petites parcelles ; la façon dont les agriculteurs ont dû s'adapter à une réduction de près de 50% de la surface est une donnée essentielle pour piloter recherches et politiques publiques.

Agro-business et agricultures familiales à Madagascar

La présentation donnée par Beby Seheny Ranaivobarijaona Andriamanalina et Heriniaina Rakotomalala (Observatoire du Foncier), « Agro-business et agricultures familiales : les enjeux liés au foncier, à l'emploi et au développement des territoires », témoigne des difficultés de mise en œuvre d'un agrobusiness en régie et, avec plus de nuances, de projets d'agriculture contractuelle à grande échelle. Elle insiste sur le fait que l'agriculture n'est pas une activité totalement externalisable, comme peuvent l'être l'extraction minière et la métallurgie. Les succès – rares – sont davantage du côté de l'agriculture contractuelle à grande échelle, et concernent des projets diversifiés (parce que la spécialisation s'avère trop risquée), toujours à forte intensité en travail (parce que la mécanisation est coûteuse et peine à s'adapter à l'environnement et parce que les entreprises bénéficient des faibles niveaux de salaire) et ayant bénéficié d'un ancrage local préalable clarifiant la situation foncière. La présentation n'exclut pas les possibles complémentarités entre AF et agrobusiness, mais reste réservée sur ce point, en soulignant aussi la compétition sur les terres, mais surtout sur les ressources « politiques » et les aides publiques.

Plusieurs intervenants ont demandé des informations supplémentaires sur les entreprises enquêtées, leur nationalité, leur ancrage local, etc. L'Observatoire du Foncier n'a pas donné les précisions demandées en rappelant la nécessaire confidentialité des informations traitées. Ne pas stigmatiser est aussi important pour saisir les complémentarités possibles. L'effectivité des accaparements fonciers par des gros investisseurs, nationaux comme étrangers, a également été discutée. La nécessité d'un suivi précis et objectif a été rappelée. Au final, l'étude renvoie une fois de plus à la question des biens publics et des conditions actuellement défavorables au développement de marchés agricoles générateurs de revenus et de mécanismes de sortie de la pauvreté. Les difficultés rencontrées par des opérateurs, a priori moins sensibles à ces conditions, montrent que ceux-ci ont aussi besoin, comme l'AF, d'un environnement de marché plus satisfaisant et plus stable.





Recomposition des économies rurales en Afrique

La présentation de Bruno Losch (Cirad) est intitulée « Recomposition des économies rurales et agricultures familiales en Afrique : quelles orientations pour les politiques publiques: les leçons du programme RuralStruc ». Ce programme de recherche³ part du double défi macroéconomique que l'Afrique doit relever : (1) une transition démographique inachevée générant un afflux massif de jeunes sur le marché du travail (un peu plus de 400 000 par an aujourd'hui à Madagascar) ; et (2) une transition économique embryonnaire alors même que le contexte international est résolument concurrentiel. Ce double défi questionne la modernisation agricole. Le programme révèle l'extrême pauvreté rurale et son inégale répartition, mais aussi la place déterminante que joue et que continuera à jouer pour longtemps encore l'agriculture. Alors que la diversification est d'abord la caractéristique de familles en sortie de pauvreté (mais avec des résultats très mitigés si la diversification économique nationale est faible), la spécialisation est à nouveau la norme pour les familles les plus aisées. Le paradoxe est donc la stigmatisation de l'agriculture comme marqueur de la pauvreté, mais dans le même temps comme recours le plus crédible si la puissance publique, et notamment l'aide internationale, y investissent massivement.

³ Voir Losch et al, 2012.

La discussion a porté sur le cas malgache et des demandes de précisions ont été formulées. Les plus pauvres à Madagascar le sont en raison de leurs faibles capacités productives et en premier lieu de la terre disponible. La diversification comme option de sortie de la pauvreté fonctionne assez mal à Madagascar, parce que les revenus espérés hors de l'agriculture ne sont pas suffisants pour cela. De même, comme le pays est le plus pauvre et le moins diversifié parmi les pays étudiés dans le programme RuralStruc, c'est celui où les stratégies individuelles sont les plus contraintes. Les discussions insistent sur la nécessaire conjonction entre dynamiques macro et microéconomiques. Les résultats présentés vont aussi dans le sens de l'importance de ne pas traiter les défis séparément, mais bien d'avoir des politiques de lutte contre la pauvreté et des politiques agricoles qui soient conduites de façon concertée et articulée.

Intensification écologique à Madagascar

La présentation de Lalaina Ranaivoson (Fofifa) « L'intensification écologique de l'agriculture familiale pour relever le défi du développement » expose les potentialités et perspectives de l'agriculture de conservation au lac Alaotra, comme alternative à l'artificialisation des systèmes rizicoles via l'utilisation d'intrants minéraux. Mais si les essais sont prometteurs, les faibles taux d'adoption par les agriculteurs débouchent sur d'autres thématiques qui interrogent en retour la recherche agronomique et la validité de ses innovations : gestion du travail, diversification des systèmes de production, pluriactivité, performances économiques et alimentaires, etc. Ainsi les recherches s'orientent vers l'adaptation des calendriers, le choix des plantes de couverture en fonction de ces calendriers et la réduction du recours aux herbicides, via la production de compost pour augmenter la biomasse.

La discussion s'est orientée vers l'intérêt de considérer la dimension familiale des exploitations pour penser les modèles techniques de l'agriculture de conservation et leurs adaptations. Ceci signifie des approches plus pluridisciplinaires, un passage du système de culture au système d'activités pour mieux identifier les contraintes et revenir ensuite à la parcelle. Un frein important souligné et qui rejoint le débat précédent, c'est la faiblesse de la capacité d'investissement des agriculteurs et, par suite, leur difficulté à faire évoluer leur système par crainte d'un coût, même léger, à court terme.

40 ans de recherche du FOFIFA à Madagascar

Le bilan est dressé par Jacqueline Rakotoarisoa, Directrice Scientifique du FOFIFA. Les AF, en zones rurales mais aussi urbaines (c'est important), sont caractérisées pour le FOFIFA par la pluralité des activités (dans et hors de l'exploitation) et le recours à de la MO essentiellement familiale. Elles sont les principales bénéficiaires de ces recherches, sachant que l'augmentation des performances agronomiques est pensée au niveau des systèmes de production, mais en tenant compte des contraintes et opportunités de l'ensemble du processus de production agricole, en amont comme en aval des parcelles. Les résultats visent tous à intensifier pour créer de la richesse, mais en étant attentif aux réalités socioéconomiques du public cible que sont les petites AF, y compris et surtout celles souhaitant s'agrandir et participer davantage aux marchés.

Les discussions ont porté sur les dimensions techniques des résultats présentés, notamment sur la qualité nutritionnelle des riz sélectionnés, mais aussi sur les perspectives des élevages intégrés et de la complexification des systèmes de production (incluant la pêche, la pisciculture et l'élevage). Une seconde discussion a porté sur la nécessité de ne pas perdre de vue l'amélioration des indicateurs d'intensification (quantité produite par unité de surface ou de travail). Il convient sûrement de diversifier et d'articuler davantage les recherches au contexte macroéconomique et social, mais sans perdre de vue la dimension technique axée sur les performances conventionnelles de l'agriculture et son insertion au marché.

2.3 Journée des organisations paysannes, des femmes rurales et des professionnels de l'agriculture, le 15 octobre 2014

Avec ses 172 participants, cette journée⁴ a été la plus importante. Elle a reçu un nombre particulièrement élevé de présentations, ce qui au final a laissé moins de place aux débats. L'essentiel des messages transmis dans chaque présentation est résumé ci-après.

Le poids de l'agriculture familiale à Madagascar

Cette présentation de Monsieur Lala Andrianarivelo Rakoto informe et sensibilise sur l'importance de l'agriculture familiale à Madagascar telle que la perçoit la Chambre d'Agriculture de Madagascar (Tranoben'ny Tantsaha). Cet Établissement Public à Caractère Administratif fondé en 2002 considère que l'une de ses missions, bien qu'implicite, consiste à défendre les intérêts des exploitations agricoles familiales. La Chambre d'Agriculture joue « un rôle d'interface, d'organe consultatif et de porte-parole des producteurs agricoles dans l'élaboration des politiques ».

Les statistiques évoquées placent l'agriculture familiale en premier pourvoyeur d'emplois à Madagascar avec 8 actifs sur 10, d'après un recensement effectué en 2004-2005. En termes de dimension, l'exploitation agricole familiale moyenne dispose généralement d'une faible superficie qui se mesure en ares et dépassant rarement l'hectare.

Les risques d'accaparement des terres des agriculteurs familiaux par les grands investisseurs, notamment depuis l'affaire Daewoo en 2008, de même que les pressions accrues sur les ressources foncières et hydriques, mais aussi la vulnérabilité des ménages producteurs face aux aléas économiques et climatiques, ont été mentionnés. Il a aussi été rappelé le débat qui oppose les contributions respectives des firmes de type agro-industriel et de l'agriculture familiale face aux enjeux globaux de sécurité alimentaire. Au niveau international, la Chambre d'Agriculture n'a pas manqué de noter la reconnaissance de l'agriculture familiale dans le cadre des Objectifs de Développement Durable post-2015 énoncés par la FAO.

La Chambre d'Agriculture figure parmi les organisations malgaches signataires en septembre 2014, avec 31 autres pays, du manifeste international des jeunes agriculteurs qui vise notamment à asseoir une meilleure « reconnaissance sociale, économique et juridique des agriculteurs familiaux » à travers le monde. C'est donc dans cette démarche engagée que s'inscrivent les conclusions de la présentation, demandant en priorité la mise en place d'une politique de soutien spécifique à l'agriculture familiale, la reconnaissance juridique du métier d'agriculteur, le renforcement des capacités de négociation des OP, l'appui au développement des banques et dispositifs mutualistes à taux d'intérêt réduit, et la mise sur pied d'actions de formation concrètes et ciblées en faveur des jeunes agriculteurs malgaches.

⁴ Organisée par la DAOMAR et la Chambre d'Agriculture avec l'appui financier du FIDA

Diversité et réalités des agricultures familiales à Madagascar – cas des observatoires ruraux

Vu la prépondérance de l'agriculture familiale en milieu rural, il peut s'avérer difficile de différencier les problématiques propres au mode de production familial de celles partagées par l'Agriculture prise dans sa globalité. Les statistiques en témoignent : toutes les unités enquêtées par le Réseau des Observatoires Ruraux (ROR), dispositif créé en 1999 à des fins de suivi et d'analyse des conditions de vie des ménages ruraux malgaches, renvoient sans exception à des formes d'agriculture familiale.

Madame Bako Nirina Rabevoitra du ROR présente, à partir de données collectées dans 5 observatoires entre 2013 et 2014, les points communs aux agricultures familiales de Madagascar dans leur grande diversité et complexité.

Il ressort notamment de cet exercice l'importance (i) de la pluriactivité et (ii) de la diversification sous toutes ses formes, que ce soit dans l'agriculture et l'élevage, mais aussi dans les activités extra-agricoles et l'alimentation. La mobilisation d'une main-d'œuvre essentiellement familiale, la participation des enfants aux tâches agricoles et extra-agricoles, l'existence d'une composante non monétaire du revenu liée entre autres à l'autoconsommation, ainsi que le faible recours à la mécanisation et aux intrants (semences améliorées, engrais chimiques) ont également été décrits comme étant des caractéristiques partagées par les exploitations familiales malgaches.

Profil économique et social des exploitations agricoles familiales (EAF) par le Réseau SOA

La présentation de Monsieur Gérard Andriamandimby du Réseau SOA (Réseau Syndical des Organisations Agricoles) dresse un profil économique et social des EAF à partir de résultats d'enquêtes effectuées en 2013 auprès de 151 ménages producteurs. Il est utile de préciser sur ce point que le titre initial s'est limité à « exploitations agricoles », la dénomination « familiales » ayant été rajoutée après le constat fait que la quasi-totalité des exploitations agricoles à Madagascar sont par nature familiales.

Parmi les points saillants, cette étude montre un mode de répartition des activités par genre au sein de l'exploitation familiale :

- Le père de famille en tant que premier responsable de l'exploitation gère l'organisation des tâches, réalise les travaux physiques importants, achète les intrants et assure la gestion de la main-d'œuvre externe occasionnelle.
- La mère est généralement chargée de nourrir le cheptel, de réaliser les travaux demandant moins d'efforts physiques, d'assister le père de famille dans l'organisation des tâches et de préparer les repas.
- Les fils, selon leur âge, peuvent aider leur père pour les travaux physiques, de même que les filles assistent leur mère dans ses différentes tâches.
- Les enfants participent davantage aux activités de production durant les vacances scolaires.

Ici encore la diversification agricole se trouve être une caractéristique dominante de l'agriculture familiale, puisque 95% des exploitants enquêtés disent pratiquer entre 2 et 5 filières, avec toutefois une prépondérance de la filière rizicole. L'héritage familial reste en tête des modes d'appropriation foncière. De même, le recours à la main-d'œuvre exclusivement familiale reste majoritaire avec 55%, tandis que moins de la moitié des exploitations (47%) affirment utiliser des engrais organiques et chimiques.

Les contraintes fréquemment soulevées par les EAF par rapport à leurs activités sont les aléas climatiques (sécheresse, cyclone, etc.), ensuite les difficultés d'accès aux marchés (notamment en raison de leur éloignement), puis les problèmes d'accès aux financements (manque de capital, fort taux d'intérêt), ainsi qu'aux intrants.

Les dépenses liées à la nourriture représentent en moyenne 60% des charges mensuelles du ménage, suivies par les dépenses éducatives (17%) et les dépenses de santé (6%). Cela revient-il à dire que les EAF sont loin d'être sécurisées sur le plan alimentaire ? Cette préoccupation apparaît en tout cas bien ancrée au sein des EAF qui témoignent que (i) l'augmentation des revenus et (ii) la satisfaction des besoins alimentaires sont leurs plus grandes priorités sur le long terme. Les conclusions de l'étude indiquent que le fait d'adhérer à une OP contribue sensiblement à l'atteinte de ces deux objectifs.

Pour y arriver, les EAF veulent privilégier essentiellement la diversification des filières productives, les innovations techniques faiblement mécanisées et l'extension des superficies exploitées, tandis que l'emprunt auprès des institutions de microfinance n'est envisagé que par 16% des ménages enquêtés. Ces choix peuvent indiquer la recherche d'un développement plus endogène et autonome.

Agriculture familiale professionnelle, sécurité alimentaire et amélioration des revenus

Monsieur Elias Randrianarisoa fait un exposé pour les principaux ministères en charge du développement rural (MADR/agriculture, MINELPA/élevage et MRHP/pêche) et a présenté les stratégies mises en œuvre (i) en vue de promouvoir l'amélioration du revenu des agriculteurs familiaux regroupés au sein des OP, et (ii) plus spécifiquement, pour favoriser l'intégration des femmes et des jeunes dans ces organisations, principalement par l'appui à la professionnalisation et au renforcement des capacités (afin de pérenniser les moyens de production des exploitations familiales), ainsi que par la facilitation de leur accès aux marchés. Des stratégies d'appui plus spécifiques doivent être mises en place pour chaque secteur d'activités concerné.

Le MINELPA annonce le déploiement de techniciens d'élevage capables de fournir un appui technique de proximité auprès des Régions et des Communes, avec des formes de partenariat adaptées aux difficultés que rencontrent les paysans éleveurs. Les transferts d'activités, comme par exemple les services vétérinaires, vers des structures privées et vers les OP, mériteraient par ailleurs d'être poursuivis.



C'est néanmoins le secteur agricole qui capitalise le plus d'expériences et de leçons à retenir pour les interventions futures. Les actions concertées et ciblées d'appui de l'État à la structuration des producteurs, aux finances rurales et aux services agricoles ont permis une meilleure collaboration avec les agriculteurs familiaux, avec des résultats palpables dans différentes filières comme l'apiculture, la production de semences, la riziculture, ainsi que dans l'entretien communautaire des infrastructures hydroagricoles.

Le Diagnostic Institutionnel Participatif a été suggéré comme un outil permettant la mise en place, à terme, de mécanismes de consolidation viables et soutenables des exploitations agricoles familiales regroupées au sein des OP, tout en renforçant les groupes vulnérables.

Interventions des professionnels : MDB, GUANOMAD, PAPRIZ

1. Agriculture familiale et production laitière à Madagascar : menaces et enjeux par Madame Mira Rakotondrandria (MDB)
2. Soutien et vie pour les paysans par Monsieur Aina Andriampenomanana (GUANOMAD)
3. Une méthode originale pour l'amélioration de la production rizicole par Monsieur Tiavina Raobelina (PAPRIZ)

La productivité des vaches élevées dans les exploitations agricoles familiales est faible selon la MDB. Pourtant, elles fournissent 90% de la production laitière nationale. Cette faiblesse des rendements est principalement due à la difficulté d'accès des paysans aux moyens de production, aux terres et au crédit.

Les deux autres interventions (GUANOMAD et PAPRIZ) ont également abordé la production agricole sous l'angle technique de la productivité :

- Réalisation de rendements rizicoles jusqu'à 10 tonnes/Ha grâce à l'utilisation de l'engrais GUANOMAD.
- Augmentation moyenne du rendement rizicole de 1,8 tonnes/Ha sur les parcelles de démonstration du projet PAPRIZ dans la Région Alaotra Mangoro.

Le projet PAPRIZ a cependant admis que les techniques vulgarisées sont rarement appliquées à 100% par les agriculteurs, et a mentionné à cet effet l'existence de technologies dites « optionnelles » qui sont développées dans chaque région en tant qu'adaptations techniques locales, ce qui met en relief les apports des agricultures familiales dans le domaine de la recherche appliquée au développement. En effet, le plus souvent pour faire face à de multiples contraintes, les exploitations agricoles familiales génèrent des innovations qui ne visent pas nécessairement la maximisation de la productivité, contrairement à l'agriculture d'entreprise. La compréhension de tels mécanismes requiert une approche holistique, et non purement technique, des systèmes de production.

La MDB a aussi mentionné la libéralisation des marchés internationaux et l'absence de régulation des marchés comme étant des freins au développement de la filière laitière nationale,

avec pour exemple, l'abondance de poudre de lait importée sur le marché intérieur. Cette remarque vaut aussi pour la filière riz, avec le riz importé qui entre en concurrence directe avec le riz local. Ainsi, même si les agriculteurs familiaux avaient la capacité de produire davantage de riz grâce à une productivité améliorée comme le suggèrent PAPRIZ et GUANOMAD, qu'en sera-t-il (i) du coût de production, tenant compte de l'achat d'intrants, et (ii) de la valorisation du surplus de riz ainsi produit par les familles ? Dans la filière laitière par exemple, la MDB n'a pas manqué de mentionner le coût de production élevé du lait local.

Malgré la volonté marquée des opérateurs privés et des projets de se rapprocher davantage des organisations paysannes regroupant les agriculteurs familiaux, il faut rappeler ici que les approches de développement des filières, pour être plus efficaces, méritent d'être complétées par un cadre d'analyse des besoins des agricultures familiales dans leurs diversités, sans se limiter exclusivement à la recherche d'une meilleure productivité technique.

Déterminants de l'organisation des activités socioéconomiques au sein des ménages ruraux des hauts plateaux malgaches

Madame Voahirana Tantely Andrianantoandro (UCM) a présenté les résultats d'une étude menée à partir de données du ROR et d'entretiens spécifiques, sur l'organisation des activités socioéconomiques au sein des ménages en milieu rural des hauts plateaux malgaches, et plus particulièrement sur le rôle de la femme dans les exploitations agricoles familiales.

La division du travail selon le genre persiste pour certains travaux : par exemple dans la riziculture, c'est l'homme qui s'occupe principalement des opérations de labour et de piétinement des rizières, tandis que la femme se charge généralement du repiquage et du désherbage. Cette division paraît cependant moins marquée pour d'autres travaux comme le transport des récoltes et le battage.

Les opportunités de travail en migration concernent davantage les hommes, et les femmes restent au village pour assumer à la fois les travaux domestiques et les travaux des champs. Lorsque la migration temporaire de travail devient une nécessité, par exemple en période de soudure, il en résulte une surcharge de travail pour la femme.

Dans tous les ménages enquêtés, c'est la femme qui gère le porte-monnaie pour les achats domestiques et elle est consultée pour l'organisation des activités et la gestion des exploitations. Chez les ménages aisés, l'intervention des femmes dans l'exploitation agricole se limite souvent au contrôle des activités, tandis que chez les ménages moins nantis, elles participent davantage aux travaux nécessitant des efforts physiques.

Rôle et place de la femme dans l'agriculture familiale

La FVTM, Fédération œuvrant pour le renforcement des capacités des femmes rurales malgaches et regroupant près de 20 000 membres, rappelle ici l'importance, parfois oubliée, de la femme dans l'exploitation agricole familiale.

Les statistiques nationales malgaches font état d'une population agricole de près de 12 millions d'individus en 2003, dont plus de la moitié sont des femmes. Au sein du ménage agricole, c'est généralement la femme qui s'occupe du repiquage du riz, ainsi que des travaux de cultures maraîchères et fruitières. L'élevage de volailles est aussi assuré par la femme, qui joue par ailleurs un rôle très actif dans la vente des denrées agroalimentaires et des produits de la pêche.

Des inégalités font cependant obstacle à une pleine prise de responsabilités des femmes rurales :

- Inégalités en termes d'accès à la connaissance, au capital et aux outils de production ;
- Analphabétisme ;
- Non-reconnaissance des droits des femmes, encore plus marquée en milieu rural qu'en ville.

Ces inégalités méritent d'être réduites au moyen de campagnes d'information et de sensibilisation sur l'importance du rôle de la femme dans les exploitations agricoles familiales. Au niveau de la commercialisation des produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, la FVTM suggère enfin – d'après les observations faites par les femmes qui y opèrent – une mise en relation directe des producteurs et des acheteurs.



Les débats

La perception générale des OP est que l'agriculture familiale subit les conséquences des chocs et du changement climatique, de la non-maîtrise de l'eau, de la faible concurrence sur les marchés des intrants agricoles (ce qui entraîne une hausse du coût de ces intrants) et au contraire de la concurrence des produits importés sur le marché des produits agricoles, des catastrophes naturelles, ainsi que des méfaits de l'insécurité rurale, de l'enclavement et de l'accaparement des terres, sans qu'il y ait une intervention conséquente de l'État tout au moins pour en atténuer les effets.

Pour certains intervenants, il y a nécessité de mettre en place une stratégie de développement de l'agriculture familiale, de donner un statut bien défini aux exploitations agricoles familiales et de s'adresser en priorité aux jeunes et aux femmes, notamment par l'éducation aux métiers ruraux.

Le rôle de l'État et des services d'appui concernés a également été débattu, avec pour toile de fond le désengagement observé depuis 2005 lorsque les services publics ont progressivement réduit leurs actions d'encadrement direct des paysans sur le terrain pour se concentrer sur les grands travaux d'infrastructure et les campagnes de lutte antiacridienne.

D'une part, des voix se sont élevées, non seulement des OP mais aussi des professionnels, pour souligner le manque d'intervention de l'État, notamment dans l'appui aux producteurs locaux et dans le contrôle des prix des produits importés qui entrent en concurrence directe avec les intrants locaux et les produits issus de l'agriculture familiale.

D'autre part, les interventions de représentants des Administrations publiques estiment que la privatisation des services d'appui et d'encadrement n'est pas forcément une mauvaise chose si les structures privées arrivent à satisfaire les besoins des agriculteurs familiaux, et que les politiques sectorielles (agriculture, élevage, pêche) en cours s'efforcent déjà de considérer et d'intégrer la dimension familiale de l'agriculture.



2.4 Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre 2014

La Journée Mondiale de l'Alimentation⁵ a développé le thème de « l'Agriculture Familiale : nourrir le monde, préserver la planète » au travers d'activités comme le Telefood qui sont menées annuellement, mais dans un endroit différent chaque année. En 2014, la célébration a eu lieu à Talatamaty, une Commune Rurale de la zone périurbaine d'Antananarivo.

« L'exploitation familiale est un moteur du développement harmonieux pour une croissance durable à Madagascar et l'élimination de la faim et de la pauvreté est à notre portée, pour peu que nous placions les exploitants familiaux et les petits paysans au cœur des actions de développement ». C'est en ces mots que le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, en la personne de Roland Ravatomanga, a voulu marquer l'importance de l'agriculture familiale dans les stratégies de lutte contre la faim et la pauvreté à Madagascar.

Le Ministre a également rappelé le rôle déterminant de l'agriculture familiale dans différents secteurs, notamment concernant le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'amélioration des moyens d'existence des populations vulnérables, la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement dans une perspective de développement durable.

Les statistiques annoncées font état de 5 millions de malgaches souffrant de faim et de malnutrition, un problème à résoudre à partir des produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Les bienfaits d'une alimentation équilibrée et variée ont été particulièrement mis en avant, au-delà des aspects purement quantitatifs : « une bonne alimentation signifie une population en bonne santé, laquelle constitue le garant du développement » a indiqué le Ministre.

Il a aussi été mentionné que l'agriculture familiale, de par son fort ancrage dans la société malgache, permet de stimuler efficacement les économies locales. La prise en compte des dimensions transversales de l'AF dans les contributions des autres ministères présents à la JMA mérite par ailleurs une attention particulière :

- Le MEEF a souhaité sensibiliser l'assistance sur les relations de complémentarité qui associent, au sein de l'exploitation familiale, les ressources agricoles, animales, halieutiques, forestières et l'environnement physique.
- Le MRHP a insisté sur l'apport du secteur halieutique dans l'amélioration de la condition sociale rurale et dans l'alimentation protéique de la population malgache.

Enfin, comme chaque année, la JMA a permis la collecte, via l'opération Telefood, de fonds symboliques versés en guise de solidarité dans la lutte contre la faim et la malnutrition.

⁵ Organisée par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et les autres ministères concernés avec l'appui de la FAO



2.5 Journée des politiques et clôture, le 17 octobre 2014

La journée du vendredi 17 octobre 2014 a été conjointement organisée par l'Unité de Politique de Développement Rural (UPDR) du Ministère de l'Agriculture (MADR) et par le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR), rattaché à la Primature. Cette dernière journée concernait la place de l'agriculture familiale dans les divers documents politiques et stratégiques existants ou en cours d'établissement à Madagascar (PSAEP, PSE, PNDR, LPDR). L'objectif était d'initier un processus de reconsidération de cette place de l'agriculture familiale en identifiant les lacunes à combler et les opportunités offertes afin de favoriser la transition vers un développement plus équitable et plus équilibré.

Après une brève introduction par le facilitateur, la demi-journée a débuté par une série de présentations. Monsieur Rakotoarivelo Havoson, Directeur de l'UPDR, a axé sa présentation sur le contenu du Programme Sectoriel Agriculture Élevage Pêche (PSAEP), puis du sous-secteur Agriculture. Se sont ensuite succédés les présentations des autres Ministères et du PADR : le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts (MEEF), représenté par Madame Ralalarimanana Herivolona ; le Ministère de l'Élevage et de la Protection Animale (MINELPA), représenté par Monsieur Rasoanaivo Jocelyn, Directeur de la Planification, de la Professionnalisation et du Partenariat ; et le PADR, représenté par Monsieur Bezaka Rivolala. Le Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche (MRHP) était excusé.

L'importance de l'agriculture familiale, les diverses contraintes qui entravent son développement ainsi que la nécessité d'une mise en politique pour la défendre ont été rappelées. L'État malgache met en œuvre pour la période de 2014 à 2025 des politiques et des stratégies sectorielles traitant directement des activités de production en milieu rural à travers le PSAEP. L'orientation générale concerne l'amélioration de la sécurité alimentaire des plus vulnérables, mais aussi l'ouverture aux marchés internationaux, en insistant sur l'avantage comparatif de chacune des régions sans pour autant compromettre l'affectation des ressources.

Pour relancer l'activité économique, la croissance doit être soutenue par l'amélioration des produits agricoles en termes de qualité et de quantité au niveau du secteur agriculture-élevage. Le secteur environnement-écologie-forêt vise une gestion durable des ressources naturelles en responsabilisant tous les acteurs de la filière d'amont en aval. La décentralisation et la déconcentration suivies d'un renforcement des capacités des acteurs, et l'établissement d'un système d'information font partie intégrante des actions prioritaires dans chacun des secteurs.

Le PADR rappelle dans sa présentation la nécessité de capitaliser les documents politiques de référence sur le développement rural, tels que la Lettre de Politique de Développement Rural (LPDR) et le Programme National de Développement Rural (PNDR), afin de mieux accompagner l'agriculture familiale.



Des débats animés après les présentations

Les points soulevés lors des débats concernent essentiellement :

- (i) le désengagement de l'État, en termes d'appui aux petites exploitations agricoles familiales dans tous les secteurs et en matière de facilitation de l'accès aux ressources ;
- (ii) la faible cohésion des organisations paysannes ;
- (iii) tel qu'il a déjà été souligné dans la session de présentation, la capitalisation des documents politiques existants (LPDR et PNDR) est à envisager.

Il a également été souligné que malgré l'effort de développement rural entrepris par les gouvernements malgaches successifs, les exploitants agricoles familiaux sont exposés à des problèmes d'insécurité rurale accentués par des problèmes d'accès aux ressources – notamment la terre, les matériels agricoles, les intrants, le crédit agricole, etc. – à l'échelle du territoire, alors que la vulnérabilité ou la résilience des exploitations agricoles familiales en dépendent.

L'insécurité foncière illustrée par l'accaparement des terres agricoles a par ailleurs suscité un vif débat. La précarité foncière est une contrainte récurrente avec l'occupation traditionnelle de facto des surfaces, à la merci de toute réclamation acquisitive individuelle ayant rempli les conditions administratives légales, ce qui peut à terme devenir une éventualité à haut risque. En réponse à la question de l'insécurité foncière, des sessions de réflexion et de concertation entre décideurs politiques et représentants ministériels sont actuellement en cours pour en délimiter les issues.

Face au désengagement de l'État, les représentants des OP souhaitent une formation agricole de proximité incluant les jeunes issus des villages ruraux afin de limiter les barrières socio-culturelles. Il a été demandé par exemple pour le Sud-est de l'île que le vulgarisateur, pour être plus à même de répondre correctement aux attentes des paysans, soit recruté parmi les jeunes de la zone qui connaissent bien le territoire et les us et coutumes des familles.



La coordination réelle entre les quatre Ministères, dans la mise en œuvre des politiques sectorielles au niveau territorial, est primordiale pour atteindre les objectifs escomptés. L'amélioration des systèmes d'information a été mentionnée notamment pour assurer un meilleur suivi-évaluation des programmes de développement rural et fournir des éléments pertinents pour la prise de décision. Mais il a aussi été rappelé que les systèmes existants, notamment les Observatoires, ont déjà fourni et continuent à fournir de nombreux résultats et analyses qui demandent à être mieux valorisés et davantage utilisés comme supports à la prise de décision.

La gestion durable des ressources naturelles est d'une importance capitale pour le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, mais a suscité peu de discussions de la part des organisations paysannes. Par ailleurs, il a été évoqué que la gestion du crédit carbone par les Collectivités Territoriales Décentralisées pourra faire l'objet de réflexions au sein du MEEF dans le cadre de la décentralisation.

Cette journée consacrée aux politiques nationales d'accompagnement de l'Agriculture Familiale confirme, comme les deux journées précédentes, le besoin de mesures et de positionnements clairs et précis. Vis-à-vis de l'agriculture familiale, une affirmation de la volonté politique de la part du gouvernement est nécessaire. Les représentants des organisations paysannes s'attendent à ce que l'État facilite l'accès des agriculteurs aux ressources dont ils ont besoin pour produire.

3

Quelles implications et recommandations pour la recherche et les politiques publiques à Madagascar ?



Cette partie présente les points saillants évoqués durant cette semaine et qui, de notre propre analyse, peuvent faire l'objet de recommandations à la Recherche et aux politiques⁶. Ces propositions visent à promouvoir un environnement favorable à l'agriculture familiale et ainsi contribuer de manière toujours plus significative au développement durable de Madagascar.

⁶ Cette partie a été rédigée par deux experts qui ont assisté et participé à toutes les manifestations de la semaine en tant que «Grands Témoins». Une fois encore, les auteurs tiennent à souligner qu'il s'agit là du «rendu» de leurs analyses, construites tout au long de la semaine à partir des présentations, des discussions et des débats ainsi que de leur propre expertise. Le propos n'est donc pas exhaustif...



3.1 Recommandations à la recherche

Mieux définir et mieux connaître l'agriculture familiale

La semaine a tout d'abord souligné ce que l'on peut percevoir comme un paradoxe : durant toutes les manifestations, l'agriculture familiale a été louée, plébiscitée pour ses atouts et potentialités pour répondre aux défis du développement durable du pays, mais dans le même temps, la grande majorité des intervenants ont éprouvé des difficultés à la définir.

Les débats ont souligné que l'immense majorité des agricultures malgaches est familiale. Dès lors, l'AF est souvent implicitement mise en opposition avec l'agriculture d'entreprise, symbolisée par les grands projets d'agrobusiness. De ce fait, ses caractéristiques propres, liées au caractère familial, ne sont plus mises en avant. Et comme l'agriculture malgache est perçue comme « en retard », « faiblement productive », « non rentable et peu profitable », c'est aussi la façon dont sont perçues les agricultures familiales. Dès lors, les politiques et les représentations dévalorisent plus qu'elles ne valorisent l'agriculture familiale.

La définition proposée lors des conférences d'ouverture et pendant la journée scientifique (voir page 8) a été peu contestée ; elle peut être adoptée à Madagascar et mise en regard des propositions issues des réseaux sociaux (cf. encadré). Elle peut également être précisée, en réintroduisant les critères qui ont été le plus souvent cités durant la semaine et notamment le fait que le chef d'exploitation travaille et assure la gestion des opérations de production.

Dans la même logique, il convient aussi d'explorer la diversité des agricultures familiales. Au-delà de la définition globale et générique, il faut caractériser cette diversité et préciser les modes de fonctionnement spécifiques notamment vis-à-vis de l'environnement socio-économique et institutionnel, afin de mieux évaluer (i) les effets des politiques mais aussi (ii) les contraintes et impacts des innovations, et ainsi pouvoir orienter les recherches.

Dès les premières semaines de préparation de l'atelier, une discussion a été lancée sur les réseaux sociaux afin de trouver la meilleure traduction malgache de « l'agriculture familiale ». Les débats ont fait ressortir trois propositions principales :

- Famokarana isam-pianakaviana : cette définition pouvant être traduite par « agriculture par famille » considère la famille en tant qu'unité de production agricole.
- Tokantranom-pamokarana : signifiant « ménage agricole » ; le ménage ou la famille sont ici mis en avant et l'agriculture vient en tant qu'activité.
- Famokarana tantanam-pianakaviana, à savoir « agriculture gérée par la famille ». C'est cette troisième proposition, assez proche de la première tout en se référant clairement à une gestion familiale de l'agriculture, qui a été retenue comme traduction conventionnelle lors de cette semaine.

Ainsi, il est proposé que la recherche malgache précise la définition de l'agriculture familiale en s'attachant aux spécificités de son agriculture et de ses dynamiques. Elle devrait aussi mieux caractériser la diversité des agricultures familiales ; comprendre ce qui les différencie de l'agrobusiness et ce qui les différencie entre elles, notamment en termes de modes de fonctionnement en relation avec l'évaluation des effets des politiques et la diffusion des innovations.

Développer les recherches sur l'intra-ménage et sur les relations de genre

Les débats, notamment lors de la journée scientifique, ont insisté sur le fait qu'à Madagascar, l'AF s'organise généralement autour d'un noyau familial mononucléaire. Les tâches sont réparties entre la femme, l'homme et leurs enfants. Cette répartition peut changer avec les opportunités de travail de chacun des membres de la famille. Des observations reçues, il apparaît que les femmes assument aussi une grande partie des travaux des champs et du fait de l'augmentation des mobilités migratoires des hommes, elles seraient amenées à jouer un rôle plus important encore au sein des exploitations.

De même, pendant la journée des OP, le désintérêt des jeunes pour l'agriculture et la difficulté à renouveler les exploitations agricoles ont été cités comme des menaces pour le futur. Ce n'est pas uniquement l'activité agricole en tant que telle qui est en cause (pénibilité, manque de rémunération, dévalorisation, etc.), mais aussi la volonté d'émancipation et d'autonomie des jeunes. La division sexuelle du travail et générationnelle entre les individus de la famille change en fonction du contexte et des opportunités offertes aux familles, ce qui explique en partie les stratégies agricoles et extra-agricoles, qu'elles soient techniques ou économiques.

Ce que font les femmes, les jeunes, et comment évoluent les rapports sociaux et de pouvoir au sein des familles, donnent ainsi des informations utiles pour expliquer les dynamiques rurales. Or, de nombreux débats et réactions aux présentations, tout au long de la semaine, ont souligné que la recherche en ce domaine était finalement peu développée.

Ainsi, il est proposé que la recherche malgache travaille davantage à caractériser, et à suivre dans le temps, les rapports entre les individus qui forment les familles, unités de base de prise de décision pour l'agriculture et les activités rurales en général.

Approfondir la connaissance des pratiques et des changements techniques et organisationnels des agricultures familiales : les observatoires plébiscités

Les AF doivent faire face à de nombreux chocs, plus globalement au changement climatique et aux autres chocs naturels, mais aussi à une concurrence mondialisée, par exemple sur les produits alimentaires importés moins chers que les produits locaux fortement contraints par la dégradation des conditions de production et par des prix d'intrants élevés. Cette situation génère des risques et une grande incertitude, largement évoqués tout au long des débats de la semaine. La croissance démographique accentue ces risques, car la pression croissante sur les ressources (terre et eau en particulier) pourrait provoquer des tensions sociales, au sein des AF, dans les territoires saturés.

Par conséquent, la recherche agronomique malgache doit mieux accompagner les exploitations agricoles familiales et leur permettre de faire face à ces risques, incertitudes, chocs et

évolutions du contexte. Dans de nombreuses régions, les parcelles cultivées sont de plus en plus petites et les agriculteurs ont dû s'adapter à une réduction de près de 50% de la surface disponible. La recherche agricole, en mettant au point des techniques pour améliorer la productivité de la terre, devrait mieux intégrer les pratiques existantes dans sa démarche, en comprendre les raisons en rapport avec les stratégies familiales et le système d'activités, et s'en inspirer pour produire des innovations dans une optique de co-construction avec les exploitations agricoles familiales. Elle doit aussi, ce faisant, considérer les dimensions économiques et chercher à réduire les incertitudes liées aux marchés internationaux des produits et des intrants agricoles.

Un champ de recherche préconisé, notamment lors de la journée des politiques, est l'amélioration des statistiques et des « manières de voir et d'analyser » l'agriculture, en rendant plus visible la dimension familiale des exploitations en relation avec les techniques, pratiques et performances, mais aussi par rapport au contexte économique et social dans lequel ces exploitations évoluent. La recherche a un rôle à jouer pour orienter et appuyer la collecte et l'analyse des données statistiques agricoles et rurales. Mieux renseigner et comprendre la nature du travail agricole mobilisé (entre salariat et main-d'œuvre familiale) et les techniques utilisées, mais aussi produire des outils simples pour comprendre la façon dont les familles s'organisent, sont des thèmes de recherche particulièrement importants.

La collecte, l'exploitation et l'analyse des données technico-économiques et agro-écologiques alimentent déjà grandement les travaux des décideurs pour la définition de la politique agricole. Cependant, des efforts restent à faire pour mieux valoriser les dispositifs existants en travaillant à l'intégration des données des différentes sources pour des analyses plus complètes et en dynamique au niveau des territoires. La prise en compte de ces informations doit permettre de confronter utilement les regards verticaux portés sur les différentes filières agricoles, les approches sectorielles sur l'agriculture, l'environnement, l'énergie, la santé, la communication, et les approches de développement territorial.

La recherche agronomique malgache doit s'attacher à mieux connaître les pratiques paysannes et en comprendre les raisons pour produire des innovations dans une démarche de partenariat avec les exploitations familiales. La recherche malgache devrait accentuer son appui aux observatoires et autres systèmes d'information déjà existants, dont l'importance et la qualité ont été maintes fois soulignées. Il s'agit d'étendre, et aussi de mieux problématiser, les informations à renseigner, leur collecte, leur traitement et leur diffusion. Ces améliorations devraient se faire en tenant compte de la dimension familiale des exploitations concernées en relation avec les pratiques et performances. Des efforts doivent également être déployés pour valoriser le plus possible les informations existantes et produire des analyses sur les dynamiques de développement des territoires et faciliter leur mise à disposition auprès des utilisateurs finaux et notamment de la société civile.

Penser « famille » et « agriculture familiale » pour penser les innovations techniques et les besoins de compétences des AF

La semaine a été riche d'enseignements sur les implications techniques des relations intra-ménage et du fonctionnement familial des exploitations agricoles. Les participants ont insisté, notamment durant la journée des OP, sur le fait que les exploitations familiales gèrent des parcelles de petite taille (30 à 200 ares), avec une faible mécanisation et peu d'engrais minéraux. Leur système de production repose majoritairement sur des cultures vivrières (riz, maïs, manioc). Les AF tirent leur revenu surtout de la polyculture et de l'élevage via des systèmes très diversifiés, mais aussi grâce à la pluriactivité (salarial agricole, artisanat, petits commerces). Les AF ont par ailleurs un faible accès aux crédits (IMF), et à des taux d'intérêt jugés trop élevés. Cet ensemble de contraintes oriente leurs stratégies et délimite leurs possibilités techniques et leur capacité d'innovation. Ainsi, ce n'est pas parce qu'une technique est considérée comme performante qu'elle sera adoptée, c'est aussi parce qu'elle sera adoptable dans le contexte économique et social dans lequel évoluent les AF.

Sans remettre en cause les recherches conduites, qui se concentrent pour la plupart sur l'amélioration des performances agronomiques, il serait souhaitable d'inscrire davantage les recherches dans le fonctionnement « familial » des exploitations agricoles. Cela rejoint assez clairement les conclusions de l'AIAF au niveau international. Il s'agit de prendre en compte l'organisation interne des unités de production et leurs options stratégiques (non strictement tournées vers l'amélioration de la productivité du travail agricole, mais inscrites dans des systèmes d'activités complexes fortement influencés par les relations familiales). Dès lors, les performances, mesurées à l'aune des objectifs, concernent aussi le social (relations de genre et intergénérationnelles, mais aussi les liens avec la communauté), l'alimentation de la famille, la gestion des cycles de vie, la gestion des ressources naturelles dans ces cycles de vie familiaux, etc. Partant de ces stratégies et performances nouvellement appréhendées, c'est tout un champ qui s'ouvre pour des innovations techniques correspondant avec les logiques familiales.

La recherche pourrait par ailleurs, sur ces principes, affirmer le choix de l'agro-écologie sans dogmatisme excessif, en ne condamnant pas de façon systématique le recours aux intrants chimiques et en restant pragmatique.

Dans ses travaux, la recherche agronomique devrait raisonner les dimensions techniques des innovations en tenant compte des réalités de la division du travail dans les familles et des savoir-faire existants. Les stratégies de lutte contre les risques et vulnérabilités que vivent les familles contraignent parfois leurs possibilités de choix techniques et commerciaux. La recherche doit prendre en compte ces contraintes en travaillant à la production d'innovations, et doit évaluer ces innovations aux différents niveaux de l'exploitation jusqu'à sa productivité globale.



Intensifier les recherches sur les réussites et les limites de l'agrobusiness, et sur les articulations entre AF et agrobusiness

Au niveau mondial, la recherche est encouragée à mieux caractériser les complémentarités et compétitions entre les AF et les autres secteurs d'activité, mais aussi entre les AF et les autres formes de production, dont l'agrobusiness qui est un modèle capitaliste, largement répandu, de production agricole.

Si les dynamiques de l'agrobusiness sont aussi, paradoxalement, assez mal connues au niveau international comme à Madagascar, globalement les rapports de compétition et de concurrence pour l'accès aux ressources dominant et les AF ont besoin d'études objectives pour comprendre ces rapports et éventuellement lutter contre. Mais les complémentarités entre ces formes de production existent aussi, et il convient de les documenter.

Les travaux de l'Observatoire du Foncier sur l'agrobusiness, qui ont été présentés lors de la journée scientifique, sont indéniablement à poursuivre. Un suivi transparent des projets d'agriculture à grande échelle est nécessaire pour ne pas verser dans la subjectivité à ce sujet. Il faut notamment recentrer les discussions sur ce qui fait vraiment enjeux et défis pour l'avenir des agricultures malgaches.

La recherche malgache devrait donc d'une part, poursuivre la caractérisation des succès et des limites de l'agrobusiness et de leurs conditions, et d'autre part, examiner plus précisément les relations de complémentarités, d'articulation et de compétition entre agrobusiness et AF.



Mieux comprendre le fonctionnement, les résultats et les limites de l'action collective des agricultures familiales

S'intéresser à l'AF, c'est aussi reconnaître que l'atomisation de la production et le grand nombre d'exploitations agricoles rendent difficile leur prise de parole et limitent leur influence sur les décisions politiques, mais aussi au niveau des rapports marchands avec les autres acteurs des filières agricoles. La journée des OP et la journée des politiques ont été emblématiques de cette préoccupation pour le nécessaire relais des AF par leurs organisations et institutions.

Dès lors, la recherche doit se ré-intéresser aux perspectives de l'action collective. Le champ d'étude des organisations paysannes, de leur modalité de fonctionnement et d'action, qui avait été relativement délaissé ces dernières décennies, est remis sur le devant de la scène par l'AIAF, et on note le même intérêt à Madagascar.

La recherche malgache gagnerait à poser un regard neuf sur l'Agriculture Familiale et ses prolongements dans l'action collective, pour les documenter, les analyser, en rechercher les lacunes et dégager les opportunités immédiates et leur potentiel pour l'avenir, au regard des politiques de développement économique et social. Cela s'entend au niveau de l'aval des filières comme pour les opérations de production et de mise en marché, mais aussi en amont pour l'approvisionnement en intrants, l'accès au crédit et aux conseils, etc.

Évaluer les politiques publiques par la recherche, en prenant en compte les multiples fonctions remplies par l'AF

Même si cette dimension est peu apparue durant la semaine, informer les décideurs politiques sur la mise en œuvre et les effets des politiques publiques sur les agricultures familiales nous semble important. Cela ne signifie pas de se focaliser uniquement sur la politique sectorielle agricole ou les politiques relatives au traitement des problèmes sociaux. Dans les faits, de nombreuses politiques ont un impact sur les activités agricoles et le bien-être dans les territoires ruraux, et en particulier sur les AF. Évaluer les politiques dans ce sens demande de bien resituer les conséquences de toutes les mesures politiques sur l'agriculture.

Plus généralement, les différents rôles remplis par les activités agricoles sont aujourd'hui largement reconnus en ce qui concerne la production, les revenus et le bien-être économique, la préservation des ressources naturelles, l'entretien de la biodiversité, de l'environnement et des paysages ou la réalisation d'autres activités (de transformation, touristiques, etc.). Dès lors, pour venir en appui à ces acteurs multifonctionnels de l'agriculture familiale, la recherche doit aider à l'élaboration de politiques également multifonctionnelles, et ces politiques doivent être évaluées à l'aune de toutes les fonctions remplies par les AF.

La recherche malgache peut contribuer à la mise en place de politiques adaptées à toutes les fonctions que remplissent les AF pour la société. Pour cela, elle devrait fournir des éléments de connaissance, pour évaluer l'action publique autrement qu'en utilisant les seuls indicateurs d'augmentation de la production ou de création de richesse agricole.



Mettre davantage en valeur et en débat les connaissances acquises : médiatiser les résultats de la recherche

Le succès et l'intérêt suscités par l'exposition « les Agricultures Familiales, une chance pour la planète et pour Madagascar » invitent à renouveler l'expérience. Une nouvelle exposition, centrée cette fois uniquement sur Madagascar, pourrait être un bon outil pour faire vivre dans un avenir proche la dynamique impulsée. Mobiliser les étudiants autour d'un tel projet, sachant qu'ils se sont bien impliqués pour faire vivre cette exposition, pourrait être une piste à suivre.

Dans le même ordre d'idée, il conviendrait d'informer davantage le monde rural sur les initiatives internationales prises dans le cadre de l'AIAF, mais aussi via les « directives volontaires » et autres recommandations adoptées dans les agences des Nations Unies concernant les agricultures familiales. La recherche doit pouvoir également contribuer à améliorer la connexion des OP malgaches à l'international.

Enfin, l'Agriculture Familiale et ses acteurs pourraient mieux tirer parti des dispositifs d'information déjà existants (ROR, enquêtes des OP, etc.), dont de nombreuses données demeurent mal diffusées, insuffisamment exploitées ou considérées.

L'ensemble des acteurs de la recherche malgache (FOFIFA, FIFAMANOR, Universités et autres) doit s'attacher à mieux diffuser, médiatiser et mettre en débat ses résultats. Cette mise en débat doit s'opérer auprès des agriculteurs et de leurs organisations, des décideurs publics et privés, mais aussi du grand public, et notamment des consommateurs.

3.2 Recommandations en termes de politiques publiques

Construire et réussir un plaidoyer pour les AF

En résonance avec la recommandation faite à la recherche de mieux connaître les agricultures familiales, il est nécessaire de construire un plaidoyer pour défendre et promouvoir cette forme d'agriculture, sur la base d'une synthèse des débats et des présentations de la semaine.

Dans certains pays, le développement de l'agriculture a pu se faire sur des structures de petite taille, voire dans des contextes de diminution des superficies mais là encore des politiques publiques ont accompagné ces changements ; on peut citer la production de café en Colombie (95% des exploitations ont moins de 5ha), le développement du cacao en Côte d'Ivoire – premier producteur mondial – qui repose sur des exploitations familiales, les productions vivrières marchandes en Inde dont le développement est le fait de petites structures (céréales, protéagineux et lait), ce qui n'empêche pas l'Inde de produire plus de lait que les USA. Enfin, le Viêt-Nam a considérablement développé ses productions pour les marchés internes et à l'export sur la base d'exploitations agricoles familiales de petite taille. Il s'avère ainsi que la superficie des exploitations familiales n'est pas un obstacle insurmontable à leur développement pour peu que des politiques appropriées soient mises en œuvre de manière cohérente et avec constance sur un laps de temps suffisamment long.

Pour développer l'agriculture familiale, l'augmentation de la productivité du travail agricole est indispensable. Mais la voie conventionnelle des pays développés qui s'est traduite par une forte substitution du travail par du capital (c'est-à-dire avec un haut niveau de mécanisation et peu de travailleurs par unité de surface, une forte utilisation d'intrants chimiques et de hauts rendements physiques par travailleur), n'est qu'une des trajectoires possibles de développement⁷. D'autres voies sont possibles pour lesquelles des solutions techniques et organisationnelles existent, ou doivent être adaptées, voire inventées.

En produisant pour la famille ou pour les marchés locaux et urbains, l'AF reste le principal acteur de la sécurité alimentaire, mais aussi du développement rural durable. Elle est le principal moyen d'existence de la majorité des foyers malgaches. Elle fournit, et fournira encore pendant longtemps, l'essentiel des emplois aux jeunes actifs ruraux, même si ces emplois sont faiblement rémunérés. La question qui se pose est celle d'une amélioration de la productivité, de la valeur ajoutée au niveau de l'exploitation et de la génération de revenus permettant de sortir de la pauvreté dans laquelle se trouvent encore de trop nombreux agriculteurs familiaux de l'île.

L'AF ne pourra relever avec succès, par elle-même et par ses seules organisations, tous ces défis. Le développement durable des agricultures familiales reste une « affaire d'État » qui demande une réelle inflexion des politiques publiques, en reconnaissant leurs spécificités sociales comme un atout pour le développement économique.

⁷ Voir notamment les travaux de Dorin, Hourcade et Benoit-Cattin (2013), qui en s'inspirant des travaux classiques menés par Lewis et Timmer sur la transformation structurelle, analysent les tendances de la productivité dans les principales régions du monde.

Les stratégies de développement agricole au sein des territoires ruraux devraient reconnaître explicitement les exploitations agricoles familiales comme étant les acteurs centraux des changements à venir.

Les politiques mises en œuvre doivent viser à développer les conditions d'un développement cohérent des agricultures familiales, en prenant en compte leur diversité et la diversité des territoires dans lesquels elles évoluent.

Ces politiques devraient pouvoir améliorer les conditions sociales des exploitations agricoles (santé, accès aux services publics de base – eau potable, assainissement, etc. – éducation, formation) et aider à consolider leur capital d'exploitation qui est souvent limité. A cet égard, l'agrandissement des exploitations n'est pas la seule voie de développement possible – d'autres investissements⁸ doivent être envisagés sur des produits à plus forte valeur nutritionnelle et marchande (lait, fruits et légumes... selon les marchés), et sur des processus de transformation permettant d'augmenter la valeur ajoutée captée sur les exploitations.

L'effectivité d'un dialogue public/privé organisé sous forme d'un échange permanent entre l'administration et les représentants des agriculteurs familiaux est la seule clé vers un succès qui pourrait s'inspirer des solidarités locales et de la culture locale du Fihavanana, élément important de la capacité de résilience de la population dans les zones rurales malgaches.



Assurer la sécurisation foncière pour optimiser les moyens de production des AF

La question récurrente de l'accapement des terres est revenue plusieurs fois dans les discussions. L'absence de zones préalablement aménagées pour les IDE accentue le phénomène, d'autant plus s'il s'accompagne d'expulsions et de déracinement des populations de leurs terroirs. De plus, le risque de dommages écologiques potentiellement causés par une extension inconsidérée des surfaces mises en culture n'est pas négligeable.

S'il paraît pertinent d'attirer les investisseurs par la mise en place de zones d'investissements agricoles (ZIA) pourvu que soient pris en compte et respectés les droits et les usages existants, il semble tout aussi logique de maintenir et de perpétuer les acquis séculaires de l'équilibre social et environnemental en réservant autour des villages un périmètre forestier / agroforestier aménagé en fonction des projections démographiques et économiques.

De manière générale, l'accès à la terre doit être sécurisé efficacement, et les modes d'extension des superficies exploitées plus transparents, pour permettre aux agriculteurs familiaux de développer des stratégies et des investissements à moyen et long terme.

La sécurisation foncière devrait bénéficier d'une attention particulière en ce qui concerne l'AF. Dans ce processus, une attention particulière doit être portée aux droits des femmes et des jeunes.

⁸ Voir à ce propos, et en complément, les recommandations politiques du Comité de Sécurité Alimentaire Mondiale : « Investir dans la petite agriculture en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition » sur le site de la FAO : http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/CFS_40_FR_investing_in_smallholders.pdf

Assurer l'accompagnement des exploitations agricoles familiales

Un engagement ferme de l'État est considéré comme indispensable pour supporter le développement de l'agriculture familiale à Madagascar. Parmi les mesures d'accompagnement recommandées par les parties prenantes à cette semaine de célébration nationale de l'AIAF, on peut citer notamment :

- Soutenir l'agriculture familiale par l'accès effectif aux services agricoles de base (formations, techniques, intrants, etc.) ainsi qu'à des infrastructures rurales de qualité (pistes, routes, barrages, autres).
- Sensibiliser les paysans à un commerce durable ; les contre-exemples qui pénalisent le consommateur local sont nombreux : exports massifs de crabes, d'huile de coco, de purée de manioc, etc.
- Protéger, de façon ciblée, les marchés locaux de l'afflux de produits importés, dans la limite des accords liant le pays aux obligations régionales.
- Améliorer et faciliter l'accès aux crédits, et notamment aux crédits à moyen et long terme, pour permettre aux exploitations agricoles familiales de financer leurs propres investissements agricoles.

Le travail familial doit être mieux rémunéré. Pour cela, la priorité doit aller à l'augmentation de la productivité avec un accroissement des quantités produites et de la valeur ajoutée créée par unité de travail, à travers une utilisation raisonnée d'intrants, une amélioration des rendements, une meilleure valorisation avec des prix plus rémunérateurs ; mais aussi par une augmentation de la valeur ajoutée générée globalement sur l'exploitation et un renforcement des capacités de résistance aux chocs (autoconsommation comme filet de sécurité alimentaire et levier d'amélioration de la nutrition). Dans ce cadre, l'État devrait œuvrer à conforter et à amplifier les atouts des AF, notamment par des investissements publics et par des mesures pour stimuler les investissements des agriculteurs familiaux eux-mêmes.

Les modes spécifiques de répartition des tâches entre homme et femme mériteraient d'être mieux pris en compte par les politiques publiques, notamment à travers des stratégies de formation et d'éducation valorisant le genre.

L'accompagnement des exploitations agricoles familiales est une fonction essentielle pour leur développement. Pourtant, de l'avis de nombreux participants, cet accompagnement a régressé au cours des dernières décennies en raison du dépérissement des services publics concernés – particulièrement le conseil et la vulgarisation agricoles – dans un contexte de plans d'ajustement structurel et de désengagement de l'Etat. Les agricultures familiales doivent aujourd'hui pouvoir bénéficier d'un accès à la compétence, qu'elle soit technique (agronomique), commerciale ou de gestion.

Promouvoir l'action collective pour renforcer les Organisations de Producteurs et améliorer la structuration des filières agricoles

Les organisations de producteurs sont un maillon essentiel, et à Madagascar trop négligé, du développement de l'AF, alors qu'elles créent les conditions d'expression de ses potentiels. La perception générale qui a traversé cette semaine d'échanges, est qu'il faut davantage investir dans l'action collective afin de regrouper l'offre et la demande, renforcer les OP de base, renforcer leur place dans les filières structurées et promouvoir l'expression des agriculteurs familiaux dans le dialogue politique.

Comme l'ont mentionné les présentations lors de la journée des OP, la fédération coopérative constitue un moyen pratique de professionnalisation dans le monde de l'agrobusiness. Il s'agit là d'une voie intéressante pour une montée en puissance des AF qui reste très peu explorée et qui mériterait une attention particulière de la part des politiques agricoles.

Plus précisément, le renforcement des OP dans le cadre du développement et de la structuration des filières agricoles pourrait avoir un effet direct à deux niveaux :

- Premièrement, en soutenant l'agriculture familiale par la mise en place de plateformes de concertation ou d'interprofession pour chaque filière (par exemple : le miel avec FENAM, le lait avec MDB, le riz avec PC Riz, etc.). Les plateformes sont un forum où les préoccupations peuvent être partagées, des priorités peuvent être arrêtées et des décisions être concertées et négociées dans l'intérêt commun sans discrimination entre les différents acteurs, notamment les OP, à chaque étape de la filière.
- Deuxièmement, en favorisant la constitution de « clusters » ou grappes d'acteurs autour d'intérêts économiques spécifiques communs. Il s'agit, en se basant sur les structures existantes, de promouvoir des organisations et d'appuyer les relations entre ces organisations au sein des filières de manière à pouvoir défendre davantage les intérêts des AF, tant pour la commercialisation de leurs produits que pour leur représentation dans les arènes de négociations économiques et politiques. Les formes d'articulation entre OP peuvent être très diversifiées, par exemple selon le genre, selon les activités extra-agricoles, selon les spéculations ou encore les services requis. Le « clustering » est à l'origine du succès des OP en Inde qui ont ainsi pu briser l'hégémonie des conglomérats agricoles établis.

D'autres formes de regroupements opérationnels peuvent se matérialiser selon le contexte, soit en termes de mise en synergie avec d'autres acteurs économiques, soit en termes d'économie d'échelle au niveau de l'approvisionnement, soit encore en termes de lutte contre les aléas naturels en tout genre, ou tout simplement en termes de partage des ressources essentielles comme l'eau.

Des mesures spécifiques doivent être mises en place afin de stimuler l'action collective et favoriser le regroupement des agriculteurs familiaux en vue d'améliorer, d'une part, la structuration et l'efficacité économique des filières de produits, et d'autre part, la représentation et la défense des intérêts de l'agriculture familiale.

Le renforcement des capacités des organisations de base est essentiel pour en faire un levier de reconnaissance et de production de services aux exploitations familiales, permettant ainsi leur maintien ainsi que leur développement durable. Les organisations faitières ne peuvent que s'en trouver renforcées pour négocier aux niveaux national et international.

Formaliser la fourniture de biens et services publics et assurer une réelle coordination de l'action publique en faveur des AF

L'expérience internationale, présentée durant la journée scientifique, insiste sur l'importance du rôle de l'Etat en matière de développement agricole et sur le besoin de permanence et de constance dans l'action publique pour mettre en place un environnement favorable aux exploitations agricoles familiales et à leurs organisations.

Au-delà de la complexité et de la diversité des systèmes d'activités des exploitations agricoles familiales, le développement des filières de produits agricoles et une programmation sectorielle restent des stratégies appropriées pour Madagascar. Il convient cependant d'apprécier les effets des mesures prises selon les différents types d'exploitations agricoles et selon les situations territoriales. Par ailleurs, il n'y a pas de « recette » universelle. Ainsi, comme il a été énoncé lors de la journée scientifique, l'agriculture contractuelle à Madagascar reste limitée avec des effets souvent insuffisants pour un développement significatif des exploitations familiales, y compris en termes d'emploi rural.

Les infrastructures de base (espaces aménagés, périmètres irrigués, voies de communication et facilités de manutention post-récolte) sont aussi des plus nécessaires pour les exploitations agricoles familiales – dont les spécificités doivent être prises en compte, par exemple avec la création de marchés publics qui leur soient exclusivement ou partiellement réservés. Des exemples en Amérique Latine ont été présentés, qui peuvent inspirer des déclinaisons nationales et locales.

Les systèmes d'information sur les marchés complètent les investissements dans les infrastructures de marché, en renforçant l'accès à l'information pour les acteurs des filières. Le suivi des prix aux producteurs devrait venir compléter le suivi des prix à la consommation.

Une conviction largement partagée est qu'il faut combiner les actions centrées sur l'agriculture en accordant une attention

particulière aux biens et services publics de base, à la stabilité des marchés, à l'action collective en tant que relais nécessaire des AF, aux perspectives des activités non agricoles et à leur complémentarité avec l'agriculture.

La fourniture de biens et services publics dans le monde rural doit être encouragée, car cela constitue un soutien direct à l'investissement productif des familles (les services de santé notamment, car bien souvent le travail humain est à la fois le principal capital et la source d'investissement, que ce soit dans les aménagements de terroirs, la création de rizières et de systèmes irrigués, etc.).

Pour répondre à ces recommandations, il faut une véritable coordination des ministères concernés (au moins les cinq ministères clés : Agriculture, Élevage, Pêche, Forêts/ environnement et Aménagement du territoire) dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions à l'échelle nationale et des territoires locaux. Les politiques sectorielles sont à compléter par des politiques territoriales intégrées. C'est sous ces conditions qu'il est possible de mettre l'agriculture familiale au centre de la politique agricole, environnementale et sociale du pays.

Les efforts engagés avec l'élaboration de plans de développement intersectoriels comme le PSAEP (Programme Sectoriel Agriculture-Élevage-Pêche) et le PND (Plan National de Développement), qui croisent une vision multisectorielle à long terme du développement et des projets d'investissements publics, s'inscrivent dans cette dynamique.

Plusieurs participants ont exprimé le souhait d'aller plus loin en demandant à ce que soit précisé et défini un statut spécifique pour les exploitations agricoles familiales, et que soit clairement affirmée une Politique de Développement de l'Agriculture Familiale. Certains proposent d'inscrire tout cela dans une loi promulguant l'état de « Nation Agricole » pour le pays tout entier, en rappelant que la population habite massivement en milieu rural et vit de l'agriculture. D'autres, sur la base d'expériences dans d'autres pays, ont évoqué une Loi d'Orientation Agricole, qui intègrerait une reconnaissance de l'agriculture familiale et identifierait des mesures, tous secteurs concernés, pour créer un environnement favorable à son développement. La conception d'une telle loi sur l'Agriculture – partant d'un processus consultatif et participatif – devrait consacrer et renforcer, de façon conséquente, une politique ciblée vers les jeunes (éducation correspondant aux besoins de filières agricoles par exemple) et les femmes rurales en tant qu'actrices majeures du monde agricole.

Enfin, et cela rejoint les recommandations faites à la recherche, il faut se donner les moyens de suivre les transformations agricoles et rurales, par le développement d'observatoires et par une plus forte connexion entre ces observatoires et la prise de décision politique. C'est à la mesure de ses impacts que la politique peut évoluer et faire la différence, et seul le développement de systèmes d'information fiables et durables constitue une réponse crédible aux engagements chiffrés largement soulevés et discutés tout au long de la semaine.





Pour instaurer un environnement favorable au développement de l'agriculture familiale, il faut des politiques agricoles adaptées et coordonnées en termes d'investissements publics, de crédit agricole, d'accès aux ressources, d'organisation des marchés et des filières agroalimentaires, mais surtout en termes d'accompagnement des exploitations familiales. Une meilleure articulation des politiques agricoles avec les politiques sociales, environnementales et territoriales, notamment en termes d'infrastructures, doit également être recherchée.

Il s'agira aussi de concevoir le développement et le renforcement de la place des exploitations agricoles familiales dans des filières structurées basées sur des interactions positives entre AF et Agrobusiness, notamment en amont et en aval de la production.

Le constat sur le caractère fondamental de l'agriculture familiale pour le développement du pays et sur ses spécificités plaide pour l'élaboration d'une stratégie propre de développement de l'AF à Madagascar, fondée sur une vision à moyen et long terme – mais qui n'a de chance de réussite que si elle est portée par une réelle volonté politique dans la durée afin d'assurer, à la base, la continuité d'une politique adaptée à cette AF.

La « politique de l'AF » devra générer des programmes d'appui spécifiques à l'AF, en harmonie avec les politiques de développement en cours telles que le PND et le PSAEP.

Madagascar est un pays agricole, avec près de 80% de la population ayant des activités agricoles et 68% des ménages se déclarant « exploitants agricoles ». Le secteur participe à 26% du PIB national et est considéré comme étant, pour longtemps encore, le moteur du développement. Il demeure le plus sûr atout pour la sécurité alimentaire, mais aussi une des pistes les plus crédibles pour sortir de la présente situation de pays pauvre avec un déficit vivrier.

Cependant et définitivement, ce n'est pas pour autant que le secteur agricole bénéficie de l'attention qu'il mérite à Madagascar. L'agriculture demeure le parent pauvre d'un système de développement en mal de vision, à la recherche perpétuelle d'une direction concrète qui tarde à se dessiner, quant à ses motivations propres ou à ses résultats escomptés dans l'arène de la compétition mondiale et régionale. Les parties dites « prenantes » restent sur des attentes mal formulées et des positions mal explicitées, que ce soit du côté des bénéficiaires comme des décideurs ; ce qui alimente beaucoup d'incompréhensions et un manque de confiance et de collaboration, au détriment d'une bonne gouvernance.

Ainsi, la résolution sur un budget agricole minimal de 10%, adoptée par les États africains et rappelée lors des rencontres du NEPAD/CAADP, reste toujours à Madagascar sur la liste des choses à faire. Certes, les plans de développement récemment élaborés ou en cours d'élaboration, qu'il s'agisse du PSAEP ou du PND, constituent autant de cadres pour augmenter les investissements et favoriser la coordination, mais la dynamique mérite d'être amplifiée et surtout de pouvoir s'inscrire dans la durée.

Face aux défis que doivent affronter les paysans, notamment concernant la forte compétitivité des marchés, les organisations professionnelles agricoles et paysannes font preuve d'esprit critique et d'engagement vis-à-vis de ce que certains qualifient de « léthargie » de l'Administration publique. Cependant, leur dynamisme se heurte aussi à un manque de capitalisation des

initiatives et des impacts – positifs ou non – des innombrables projets de développement rural mis en œuvre dans leurs secteurs respectifs.

La semaine qui s'est déroulée à Madagascar pour la célébration de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale a donné une illustration de la nature, quelquefois conflictuelle, des relations qui lient les différents acteurs, institutionnels et privés, du développement rural en général et du secteur agricole en particulier.

Ceci étant, la semaine a aussi permis à de nombreux acteurs de différents horizons de découvrir la nature, les potentialités et les perspectives du concept d'Agriculture Familiale, d'en comprendre les spécificités et surtout de se réconcilier avec leurs propres interrogations, tout particulièrement en termes de dualité entre famille agricole et agrobusiness.

Un autre point majeur qui mérite d'être mis en relief est la possible réconciliation de ces mêmes acteurs avec le monde de la recherche, à travers la conviction, largement partagée, que l'agriculture familiale gagnerait beaucoup à profiter des produits de la recherche appliquée aux différentes facettes de l'agriculture de proximité, essentiellement en termes de productivité et de synergie avec l'environnement.





L'AIAF est apparue comme une opportunité de repenser le développement rural durable en mettant en lumière le rôle stratégique des agriculteurs familiaux dans le développement intégré des territoires et en renforçant leurs capacités à faire durablement face aux défis de la globalisation. Il s'agit pour cela de prendre une option pour le développement durable en installant à tous les niveaux concernés un mécanisme permanent de développement de l'AF.

Un premier préalable à cette démarche serait de mettre l'agriculture familiale au centre de la politique agricole, environnementale et sociale : cela serait un message politique fort pour cette majorité de la population vivant de l'agriculture mais ne se retrouvant pas, dans l'exercice de ses activités, à la hauteur des espoirs suscités par les discours publics tenus par les décideurs du pays.

Un second préalable consiste à se positionner clairement pour le développement de l'agriculture familiale et éviter l'amalgame évolutionniste, tendant à faire croire que l'AF est une sorte de stade préhistorique d'un mécanisme d'évolution vers l'agriculture d'entreprise : l'agriculture familiale est une forme complète d'agriculture, structurée et organisée autour du noyau solidaire et hautement résistante qu'est le foyer paysan, avec tout l'héritage durable d'une tradition bien assise au sein d'une biodiversité jugée cruciale.

Il ne s'agit donc pas de chercher à « moderniser »⁹ l'agriculture familiale. Car l'agriculture familiale, surtout dans les pays où les risques sont forts et supportés entièrement par les familles, tire sa capacité de résilience de ses systèmes d'activités diversifiés et de son autonomie relative. Cette capacité de résilience fait d'ailleurs école et contribue à réduire la précarité en ville à travers l'agriculture périurbaine : le jardin potager de l'arrière-cour ou le système hydroponique mis en œuvre actuellement par beaucoup de ménages urbains des pays développés apportent un complément substantiel de revenus pour les foyers de la ville.

Dans le cadre des grands projets d'agrobusiness où l'économie d'échelle est le maître mot du succès, l'entité familiale de production paysanne est souvent marginalisée, poussée hors de son terroir traditionnel par l'entremise de la consolidation foncière ou tout simplement disloquée de façon irréversible par le truchement du salariat agricole. Pourtant, si l'efficacité commerciale de la grande agro-industrie moderne est fréquemment mise en avant face à la petite exploitation familiale, les problèmes sociaux et environnementaux que cela pose sont beaucoup moins mis en exergue.

Au-delà de la polémique inépuisable et passionnée que soulève le sujet, il faudrait simplement souligner le fait que dans la pratique, agrobusiness et agriculture familiale ne sont pas nécessairement incompatibles dans la voie du succès commercial : les meilleurs cas de réussite dans le secteur de l'agrobusiness tournent autour d'un partenariat intelligent entre le grand investissement agricole et la contractualisation avec l'AF, avec le soutien transversal proactif des acteurs étatiques et des exploitations familiales regroupées dans des organisations paysannes.

Les défis auxquels l'AF malgache devra faire face sont nombreux et imminents. Citons l'option en cours de lancement : « Madagascar, grenier de l'Océan Indien », qui pourrait constituer un projet durable s'il est intelligemment basé sur l'agriculture familiale et son développement. A la fin des débats, parfois empreints d'idées reçues, une chose semble toutefois acquise : il faut une suite à cette semaine riche en échanges. Les perspectives ouvertes au cours de la semaine gagneraient à être canalisées, plus largement discutées et mises en débat. La présente publication et les multiples sources sur lesquelles elle a été construite devraient faire l'objet de restitutions, suivies de confrontations d'idées et de réflexions constructives autour des controverses identifiées, et ainsi alimenter les différents processus de prise de décision.

⁹ « Moderniser » est pris ici dans le sens de « spécialiser et fortement intensifier en capital, notamment par un recours important à des intrants chimiques ».

- Agropolis International, 2014. Agricultures Familiales. Montpellier : Les dossiers d'Agropolis International n° 19. 64 p.
- AIAF. Site web dédié et ressources diverses : <http://www.fao.org/family-farming-2014/fr/>
- Andriamanalina B. S., Andrianirina-Ratsialonana R., Burnod P., 2013. Métayage et fermage : quels logiques et enjeux au niveau local ? Landscape, Notes de l'Observatoire du Foncier n°9. 24 p.
- Andrianantoandro V. T., 2013. Structures familiales, organisation des activités et développement en milieu rural malgache. Thèse de Doctorat en démographie, Université Paris-Descartes. 375 p.
- Andrianirina N., 2015. L'intégration marchande des exploitations rizicoles familiales à Madagascar. In Diversité des agricultures familiales : exister, se transformer, devenir. Bosc, P. M., Sourisseau, J.-M., Bonnal, P., Gasselien, P., Valette, E. et Bélières, J.-F. Ed., Versailles, Editions QUAE. pp. 229-243.
- Banque Mondiale., 2014. Visages de la pauvreté à Madagascar : évaluation de la pauvreté, du genre, et de l'inégalité. Washington, DC, World Bank Group, 23 p. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/04/19556343/face-poverty-madagascar-poverty-gender-inequality-assessment-visages-de-la-pauvrete-madagascar-evaluation-de-la-pauvrete-du-genre-de-linegalite>
- Bélières J.F., Bonnal P., Bosc P.M. (coord), Losch B., Marzin J., Sourisseau J.M., 2014. Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques. Paris: Agence Française de Développement. Collection «A savoir» n°28.
- Bosc P. M., Dabat M.-H., Maître D'hôtel E., 2010. Quelles politiques de développement durable au Mali et à Madagascar? *Économie rurale*, (320): 24-38.
- Dabat M.-H., Gastineau B., Jenn-Treyer O., Rolland J.-P., Martignac C. et Pierre-Bernard A., 2008. L'agriculture malgache peut-elle sortir de l'impasse démo-économique ? *Autrepart*, 2/2008 (n°46): 189-202. doi:10.3917/autre.046.0189
- Dorin B., Hourcade J.-C., Benoit-Cattin M., 2013. A world without farmers? The Lewis path revisited. Paris, UMR CIRED. Documents de Travail du CIRED n° 47-2013.
- Droy I., Ratovoarinyon R., Roubaud F., 2000. Les observatoires ruraux à Madagascar : une méthodologie originale pour le suivi des campagnes, *Statéco*, 95-96-97, pp.123-140.
- FAO, 2014. Vers une agriculture familiale plus forte : Points de vue au cœur de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. FAO Rome. 32 p. <http://www.agriculturesnetwork.org/library/253945>
- Freeman L., Rasolofohery S., Randriantovomanana E., 2010. Tendances, caractéristiques et impacts de la migration rurale-urbaine à Antananarivo, Madagascar. UNICEF Paris, juillet 2010. 60p.
- Gondard-Delcroix C., 2009. Risk, Income Diversification and Poverty Dynamics in Rural Madagascar. *Journal of Human Development and Capabilities*, vol. 10, n° 1. pp. 77-101.
- Guétat-Bernard, H. (ed.). 2014. Féminin et masculin, genre et agricultures familiales. Versailles : Ed. Quae, 248 p. Collection Nature et Sociétés.
- HLPE, 2013. Paysans et entrepreneurs : investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire. Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome. 125 p. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-6_FR.pdf
- INSTAT, 2011. Enquête Périodique auprès des Ménages 2010. EPM-2010 Rapport Principal. INSTAT. Antananarivo, Août 2011. 374 p. http://www.instat.mg/pdf/epm_10.pdf
- Jenn-Treyer O., Dabat M.-H. & Grandjean P., 2007. Une deuxième chance pour le système de riziculture intensive à Madagascar ? In: La pauvreté rurale à Madagascar : caractéristiques, dynamiques et politiques publiques, 15-17 Novembre 2007, Antananarivo, Madagascar.
- Lamarche H., 1991. L'agriculture familiale. Comparaisons internationales I. Une réalité polymorphe. Paris, L'Harmattan. 303 p.
- Laplante M., 2014. L'agriculture familiale. Conseil économique, social et environnemental. Paris 23 décembre 2014. 74 p. http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2014/2014_26_agriculture_familiale.pdf
- Losch B., Fréguin-Gresh S., White E. 2012. Structural Transformation and Rural Change Revisited. Challenges for late developing countries in a globalizing world. Washington: Agence Française de Développement, the World Bank. 277 p.
- Lowder S. K., Skoet J., Singh S., 2014. What do we really know about the number and distribution of farms and family farms in the world? ESA Working Paper No. 14-02. FAO. Rome, Avril 2014. 45 p. <http://www.fao.org/docrep/019/i3729e/i3729e.pdf>
- MAEP, 2007. Recensement de l'agriculture. Campagne agricole 2004-2005. Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Antananarivo, Octobre 2007.
- Medernach K., Burnod P., 2013. Recompositions inattendues d'un système agraire malgache par l'agrobusiness. *Études rurales*, 2013/1 n°191, 63-76.
- Ministère de l'Économie et de la Planification (MEP), 2014. Plan National de Développement 2015-2018. Antananarivo, Gouvernement de Madagascar. 104 p.
- Minten B., Randrianarisoa J.-C., Randrianarison L. 2003. Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar. Ed. USAID / Cornell University / INSTAT / FOFIFA.
- Penot E., Dabat M.-H., Rakotoarimanana A., Grandjean P., 2014. L'évolution des pratiques agricoles au lac Alaotra à Madagascar. Une approche par les temporalités. *Biotechnologie, agronomie, société et environnement*, 18 (3): 329-338.
- Rabearimanana G., Ramamonjisoa J., Rakoto-Ramiarantsoa H., Raison J.P., 1994. Paysanneries malgaches dans la crise. KARTHALA Editions.
- Ramboarison R., Randrianarison L., Andrianirina N., 2009. Dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural. Programme RuralStruc Madagascar Phase II. EPP PADR Antananarivo, Mars 2009. 236 p.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberge J.-M., 2013. Institutions, gouvernance et croissance de long terme à Madagascar : l'énigme et le paradoxe. IRD / UMR DIAL 225. Paris Octobre 2013. 36 p. http://www.dial.ird.fr/publications/documents-de-travail-working-papers#chapitre_1
- République de Madagascar, 2014. Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche. Note d'orientation politique PSAEP/CAADP. 25 p.
- ROR (Réseau des Observatoires Ruraux), publications diverses: <http://www.padr.gov.mg/le-reseau-des-observatoires-ruraux-ror-2/>
- Sandron F., 2008. Le fihavanana à Madagascar : lien social et économique des communautés rurales. *Revue Tiers Monde*, vol. 3, n°195. pp. 507-522.
- Sourisseau J.M. (ed.). 2014. Agricultures familiales et mondes à venir. Versailles : Ed. Quae, 360 p. (Agricultures et défis du monde).
- Vorley B., Cotula L., Chan M. 2012. Tipping the balance. Policies to shape agricultural investments and markets in favor of small-scale farmers, Oxford, IIED-OXFAM

ANNEXE 1. PROGRAMME FINAL DE LA SEMAINE DE L'AF

13 OCTOBRE 2014 : JOURNÉE INAUGURALE

A l'Université d'Antananarivo (Ankatso) :

11 h 00 : Ouverture officielle de la semaine et inauguration de l'exposition tout public « Les agricultures familiales, une chance pour la Planète et pour Madagascar ».

Exposition ouverte au public du 13 octobre 2014 à partir de 14h au 25 octobre 2014

14 h 30 – 16 h 30 : Conférence tout public « Les agricultures familiales : un autre regard pour un développement rural durable » par Dr Jean Chrysostôme Rakotondravelo professeur d'agronomie à l'ESSA et Dr Pierre Marie Bosc chercheur en économie rurale au CIRAD

A l'Institut Français de Madagascar (Analakely) :

Toute la semaine : « Agricultures familiales à Madagascar: la vision d'un artiste » par le photographe M. BONFORT (du 2 au 25 octobre 2014 aux horaires d'ouverture de l'IFM)

14 h 30 – 16 h 30 : Conférence tout public : « En quoi les agricultures familiales constituent une chance pour la Planète et pour Madagascar ? » par Dr Jacqueline Rakotoarisoa Directrice scientifique du FOFIFA et Dr Bruno Losch chercheur en économie rurale au CIRAD

15 OCTOBRE 2014 : JOURNÉE SCIENTIFIQUE

Au CERSAE du FOFIFA (Ampandrianomby) :

De 8h 45 à 17 h 00 : Conférences / Débats : « Les agricultures familiales et les défis du développement durable : questions de recherche et de mise en politique ».

Importance et défis des agricultures familiales pour questionner et enrichir : les agendas de recherche, les approches du développement rural et les politiques publiques.

15 Octobre 2014 : Journée des organisations paysannes, des femmes rurales et des professionnels de d'agriculture

Au CNEAGR (Nanisana) :

De 9 h 30 à 17 h 00 : Ateliers d'informations, d'échanges et de discussions sur « Agricultures familiales, femmes rurales, organisations paysannes et professionnelles »

Diversité et réalités des agricultures familiales à Madagascar et place et rôles des femmes et des organisations paysannes dans le développement rural.

16 OCTOBRE 2014 : JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE LA NUTRITION

A la Commune Rurale de Talatamaty (Enceinte Shoprite Talatamaty)

De 07 h 30 à 18 h 30 : La journée mondiale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a pour thème « L'Agriculture Familiale : nourrir le monde, préserver la planète »

- Réveil en fanfare, Course contre la faim
- Opération TELEFOOD
- Vente exposition de produits agricoles et dérivés
- Animations culturelles
- Veillée aux chandelles

17 OCTOBRE 2014 : JOURNÉE DES POLITIQUES ET CLÔTURE DE LA SEMAINE

A la salle de réunion du MEP (Ministère de l'Economie et de la Planification Anosy)

De 9 h 00 à 11 h 30 : Série de conférences-débats sur « Quelles politiques de développement rural pour accompagner les agricultures familiales à Madagascar ? »
Présentation et mise en débat des stratégies de développement rural développées par les principaux ministères concernées par le développement rural

De 11 h 30 à 12 h 30 : « Synthèse de la semaine des agricultures familiales et recommandations » présentation faite par deux grands témoins (experts internationaux) qui auront suivi et participé à toutes les journées.

De 12 h 30 à 13 h 30 : « Clôture de la semaine des agricultures familiales ».

RÉSUMÉ

La semaine de l'agriculture familiale (AF), organisée à Madagascar du 13 au 17 octobre, s'inscrit dans les célébrations de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF), décrétée pour 2014 par les Nations Unies. Plus de 25 institutions ont porté et fait vivre cet événement, au premier rang desquelles le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural malgache, l'Institut Français de Madagascar, l'Union Européenne, la Coopération Française, le Fond International pour le Développement Agricole, le CIRAD et la FAO.

Les objectifs visés par les organisateurs étaient d'abord, conformément aux orientations internationales de l'AIAF, de contribuer à promouvoir l'agriculture familiale et la mise en œuvre de politiques publiques qui lui soient dédiées. Il s'agissait aussi, en prise avec les réalités malgaches, de sensibiliser et informer un large public sur les fonctions que cette forme d'agriculture remplit pour la société, sur les façons dont elle contribue au développement durable. Il s'agissait enfin de générer des débats et de faire travailler ensemble les acteurs du développement rural autour de cette thématique.

La semaine a proposé un programme dense et diversifié afin de répondre à ces objectifs ambitieux : des conférences grand public à l'Université d'Antananarivo et à l'IFM, une exposition sur les AF, une journée d'exposés et d'échanges autour de résultats de la recherche sur les AF, une journée d'expression et de discussion sur le travail et les visions des OP et de la société civile sur le thème, une journée festive pour la Journée Mondiale de l'Alimentation et une dernière session dédiée à l'expression des actions des ministères et à leur mise en débat.

Un des fils directeurs a été la mise en perspective du cas de Madagascar par rapport aux travaux et réflexions à l'international. Présentations et débats ont ainsi alterné visions locales et visions globales, afin de mieux connecter les dynamiques nationales au mouvement international.

De cet ensemble volontairement hétérogène, quelques points saillants sont ressortis, qui ont sous-tendu la formulation de recommandations à la recherche et aux politiques publiques : la complexité du concept d'AF et le besoin d'en préciser les contours et les fondements théoriques ; le besoin d'un regard renouvelé sur les dynamiques rurales, incluant les grands changements environnementaux, économiques et sociaux à l'œuvre ; le consensus sur les limites des visions strictement sectorielles et l'importance des approches territoriales tenant compte de la pluriactivité des AF ; le manque de continuité des politiques publiques et la faiblesse des moyens mis en œuvre qui invitent à rechercher des alternatives à l'action publique ; les limites récurrentes des marchés imparfaits, qui exposent les AF à un univers concurrentiel dans lequel elles sont fortement désavantagées et vulnérables ; l'inévitable renouvellement du regard à porter sur les techniques agricoles, qui doivent mieux s'inscrire dans les réalités concrètes des AF tout en adressant les défis globaux de l'emploi et de la soutenabilité environnementale ; etc.

LES RECOMMANDATIONS À LA RECHERCHE TIENNENT EN 8 POINTS

- Mieux définir l'agriculture familiale à Madagascar pour affiner la connaissance des dynamiques rurales.
- Intensifier les recherches sur l'organisation familiale, en particulier sur les questions de genre et de relations entre les générations.
- Approfondir la connaissance des pratiques et des changements structurels des agricultures familiales, en amplifiant et en valorisant davantage le travail des observatoires ruraux.
- Penser « famille » et « agriculture familiale » pour imaginer des innovations techniques et le renforcement des compétences des AF.
- Intensifier les recherches sur les réussites et les limites de l'agrobusiness, et sur les articulations entre AF et agrobusiness.
- Mieux comprendre le fonctionnement, les résultats et les limites des organisations représentatives des agricultures familiales.
- Mieux évaluer les politiques publiques, en donnant toute sa place à la recherche dans cette tâche, et en prenant en compte les multiples fonctions remplies par l'AF.
- Médiatiser les résultats de la recherche, de façon à améliorer le débat sur les AF et leurs implications en termes de politiques publiques.

LES RECOMMANDATIONS EN TERMES DE POLITIQUES PUBLIQUES TIENNENT EN 7 POINTS

- Élaborer et argumenter, par la société civile avec des relais institutionnels et politiques, un plaidoyer pour l'AF.
- Renforcer les politiques foncières avec une attention particulière à la question de la transmission des exploitations familiales.
- Coordonner l'action publique, ce qui devient une nécessité pour les AF dont le développement ne peut se résoudre aux seules politiques agricoles.
- Investir dans les biens publics de façon à créer de bonnes conditions de marché, mais aussi de développement social et humain.
- Accompagner le renouvellement des exploitations agricoles en donnant de l'attractivité à la fois à l'agriculture, mais plus généralement au monde rural.
- Densifier l'appui à l'action collective en renforçant les OP de base pour regrouper l'offre et la demande, mais aussi pour accompagner leurs actions dans les territoires.
- Appuyer le développement et la structuration des filières agricoles, en tenant compte et en s'appuyant sur tous les acteurs concernés.